

Articles du blog

Les derniers articles du blog

Tous les articles du blog

[Format grille](#) - Format articles complets

[Legrand, Duhamel, Truchot... des ennemis du peuple assumés ! - Yvan Bachaud, le grand-père du RIC, leur répond](#)

Oct 9, 2023

[Modernocratie — ou La destinée démocratique de la Suisse, par Thomas Wroblevski et Jacques Silberstein](#)

Sep 11, 2023

Chers amis,

Je vous présente ici la réflexion de Thomas Wroblevski, un jeune homme suisse dont je suis le travail depuis plus de dix ans et dont j'admire le courage et la ténacité.

Il nous a préparé un document pour présenter son projet.

J'espère qu'il vous donnera envie de l'aider l'aider : il en a bien besoin et il le mérite amplement (les douleurs vives et incessantes que lui inflige son état de santé sont une vraie torture et je suis admiratif du dévouement durable de ce jeune homme au bien commun malgré ses immenses difficultés).

Bonne lecture.

Étienne

Modernocratie ou La destinée démocratique de la Suisse

Abstract

La Modernocratie une démarche citoyenne qui tend à imposer la démocratie, au sens étymologique du terme, en remplacement, à terme, de l'oligarchie, aussi nommée « démocratie représentative ». Pour atteindre cet objectif stratégique Modernocratie veut utiliser le droit d'initiative suisse en transformant ce droit théorique en un pouvoir réel, un outil à la portée de tous. Modernocratie veut ensuite soustraire ce droit à tout contrôle, inventer une institution supérieure directement contrôlée par le peuple. Institution au-dessus de l'oligarchie comprenant un droit d'initiative en toutes matières et incluant également un droit de révocation des élus parjures..

D'où cela sort-il ? Quels sont les objectifs ?

Tout commence en 2012, dans un petit canton Suisse, celui de Neuchâtel. Beaucoup de personnes savent qu'en Suisse le peuple a des prérogatives qu'on ne retrouve généralement pas dans les autres pays dit « démocratiques ». Cela offre à la Suisse l'aura d'une vraie démocratie, mais qu'en est-il réellement ? Dans la constitution helvétique sont inscrits *le référendum obligatoire, le référendum facultatif et l'initiative constitutionnelle*^[1]. Ces droits se retrouvent aussi au niveau cantonal et communal à quelques petites différences près.

Beaucoup pensent que ces prérogatives font de la Suisse la meilleure démocratie du monde, « une démocratie directe ou semi-directe », et il est couramment admis que dans ce pays c'est le peuple qui décide et qui a le dernier mot. Certains y croient aussi sûrement que le soleil se lève. Remettre ces croyances en doute peut même blesser certaines personnes persuadées que nous sommes le meilleur pays du monde. Alors pourquoi changer puisqu'on est déjà les meilleurs ?

Soyons clairs, il n'en est rien : « la Suisse, meilleure démocratie du monde » est une image d'Épinal et la réalité est bien différente. Pour faire une démocratie, est-ce qu'il suffit d'avoir les droits d'initiative et de référendum ? Nombreux dans le monde sont les défenseurs de la démocratie qui nous envient ces droits et en rêvent. Malheureusement, c'est un rêve qui prend fin quand nous comprenons que « avoir le droit » et « avoir le pouvoir » sont deux choses très différentes et que la première ne sert absolument à rien sans la seconde. **Les suisses ont le droit, ils n'ont pas le pouvoir.**

En sus, ces droits sont subordonnés aux pouvoirs exécutifs qui font un maximum pour les entraver aussitôt que cela les dérange. L'initiative fédérale ne peut concerner que la Constitution. Cela signifie qu'au niveau national le peuple n'a aucun impact sur le législatif. Dit autrement, le peuple ne peut pas décider des lois du pays via le droit d'initiative. Pour rappel, la Constitution est au-dessus des lois et celles qui sont mises en place reflètent une interprétation des articles constitutionnels par nos autorités législatives, à savoir l'Assemblée fédérale dotée de deux chambres, le Conseil national et le Conseil des États. L'initiative législative existe dans certains cantons, mais elle est rarement utilisée.

Entre parenthèses, mais cela doit être signalé, l'absence d'initiative législative pourrait expliquer à quel point la constitution suisse ressemble plus à un fourre-tout plutôt qu'à un texte philosophique qui définirait le *savoir vivre ensemble* et qui limiterait le pouvoir et protégerait le peuple. Par exemple, la constitution fixe les taux de TVA dans l'article 130 ! Et en plus, la loi sur ces taux n'est pas toujours respectée. En Suisse, nous n'avons pas de conseil constitutionnel pour dénoncer ce genre d'abus de pouvoir. Même si nous savons que les conseils constitutionnels, tels que nous les connaissons, par exemple en France, ne sont pas des garants de la souveraineté du peuple.

Les prérogatives suisses réellement existantes sont de deux types : référendum et initiative. Un référendum peut être obligatoire ou facultatif. Nous allons vous les présenter essentiellement dans leur version fédérale, laissant ainsi un peu dans l'ombre les variantes cantonales et communales qui existent aussi.

Le référendum obligatoire

En cas de référendum obligatoire, le peuple est automatiquement appelé à voter durant les mois qui suivent l'émission de la loi concernée et à la suite d'un débat public — ou plutôt en public. Cela signifie que la campagne est essentiellement orchestrée par les autorités elles-mêmes et par les grands partis au pouvoir.

Le référendum est obligatoire lorsqu'une autorité (Conseil Fédéral) émet une loi qui touche à certaines matières comme l'adhésion à des organisations de sécurité (exemple FRONTTEX) ou à des organisations supranationales (exemple UE). Il est également obligatoire si les législateurs veulent mettre en place des lois d'urgence et/ou anticonstitutionnelles (exemple : loi COVID). Si une loi d'urgence et/ou anticonstitutionnelle est acceptée dans les urnes, elle doit être revotée chaque année. Et bien sûr, si les autorités touchent à la constitution, le référendum est également obligatoire.

Le référendum facultatif

En cas de référendum facultatif, la procédure est différente en cela qu'elle est initiée par le peuple. Ce référendum donne au peuple le droit de s'opposer à n'importe laquelle des lois émises par les autorités mais à certaines conditions. En gros, il faut que quelques personnes se groupent pour former un comité référendaire et généralement, le minimum légal est de cinq membres. Ce comité dépose à la Chancellerie de ladite autorité un formulaire de demande du référendum. Une fois validé par la Chancellerie, le

comité doit s'organiser pour récolter les milliers de signatures manuscrites, sur papier, au niveau fédéral il en faut 50'000 et cela dans un délai de 100 jours. C'est moins au niveau des cantons. Toutes les signatures devront être contrôlées par les communes de chaque signataire et, lorsque c'est fait, on dit que le référendum a abouti et cela entraîne l'organisation de la votation par les autorités.

L'initiative constitutionnelle

Elle n'est pas en toute matière et doit par conséquent respecter certaines règles, comme l'unité de la matière et de la forme (il ne faut pas mélanger différents sujets dans un même projet) et elle doit aussi respecter le droit international sans avoir la possibilité de le changer. Au niveau fédéral, un comité d'initiative (minimum cinq personnes) doit présenter le projet d'initiative à la Chancellerie qui doit vérifier que le contenu de l'initiative est recevable, normalement avant la récolte des signatures, mais il arrive que ce soit après (comme ce fût récemment le cas pour les initiatives à propos des transports publics gratuits). Une fois que cela est fait, le comité doit s'organiser pour récolter 100'000 signatures dans un délai de 18 mois. Dans les deux cas, si la récolte des signatures se termine avec succès, les autorités sont tenues de faire voter la population. Cela va généralement très vite pour les référendums, mais cela peut être beaucoup plus long pour une initiative.

De nombreux sites décrivent en détails les procédures résumées ci-dessus et nous vous invitons à les consulter[[ii](#)]. Ce qu'il faut retenir ici, ce sont les principes de bases qui régissent l'application des outils démocratiques suisses et comprendre qu'**avoir le droit ce n'est pas avoir le pouvoir**. C'est-à-dire, que si on n'a pas les moyens pratiques de mettre en œuvre nos droits, nous n'avons aucun pouvoir. Pourquoi ? Avoir ces droits, à l'âge de 18 ans, c'est comme obtenir un permis de conduire. « *j'ai un permis de conduire, j'ai le droit de conduire des voitures* » mais l'utilisation de ce droit de conduire est une jouissance exclusivement réservée à ceux qui peuvent se procurer une voiture. Tout comme avoir **le pouvoir de lancer une initiative est réservé uniquement à ceux qui en ont les moyens**.

La pratique et les faits

Toutes ces procédures sont pour le moment très lentes et coûteuses, en temps, en efforts, en argent. Les premières phases de développement et de récolte de signatures pour les projets de référendum et d'initiatives peuvent être simplifiées grâce aux technologies « modernes ». La seconde phase, qui consiste en une campagne auprès de l'ensemble du corps électoral, est plus compliquée et souvent hors de prix. La transparence est limitée et il n'y a pas de plafond pour les financements. Toutes les procédures, développement du projet, récolte des signatures et campagne sont à la charge des initiants[[iii](#)] : plus ces derniers sont riches, plus ils ont de chance de gagner dans les urnes. Si vous voulez investir 100 millions dans une initiative, vous avez le droit, il suffit de les avoir ! **Aucune loi, processus ou institution n'existe pour assurer un certain équilibre entre les groupes, partis, initiants et opposants**.

Quant aux médias, ils exposent en priorité les partis déjà au pouvoir. Plus un parti a d'élus, plus il aura du temps d'antenne et des pages dans les journaux. Les nouvelles idées, nouveaux venus, les petits groupes et petits partis, n'ont qu'un espace très réduit dans les médias. Une minute ici et trente secondes par-là ne suffisent pas pour présenter convenablement des nouvelles idées, mais ça permet aux médias de dire qu'ils ont invité tout le monde et ainsi de se défendre contre les accusations de censure. Comme si c'était égal et démocratique de donner 3 heures aux uns et 30 secondes aux autres. Ces médias démontrent ainsi clairement qu'ils ont un parti-pris, celui de leurs propriétaires (qui sont fort bien représentés au pouvoir qui décide la répartition des subventions publiques dont ils sont les bénéficiaires). Mais si on leur pose la question « trouvez-vous que c'est normal ? », leur réponse est « C'est le jeu démocratique... ». Impossible de savoir s'ils croient en leur propre « blabla ».

Par conséquent, pour des groupes de citoyens lambda, c'est un véritable parcours du combattant, et c'est pour cela que 99% de tous ceux qui ont les droits sont de facto exclus des processus « démocratiques ».

La suite logique qui découle de tout cela, c'est que, lorsqu'une personne a une idée, par exemple sous sa douche, cette idée finit plus souvent dans les eaux usées plutôt que dans les urnes parce que cette personne n'a pas l'argent et parce qu'elle travaille 8 à 10 heures par jour et/ou qu'elle n'a pas la connaissance de ses propres droits. En Suisse, on se vante du droit d'initiative plus qu'on ne l'utilise. **Avoir le droit ne sert à rien si on a pas les moyens de le mettre en œuvre**.

Pour se faire une idée, prenons l'exemple de l'initiative « Monnaie-pleine »[[iv](#)], projet issu d'un groupe de citoyens acharnés, qui tentent, notamment, de confisquer aux grandes banques d'affaires le droit de

créer, *ex nihilo*, du franc suisse. Les initiateurs du projet « Monnaie-pleine » achètent des flyers et participent à quelques rares émissions où ils sont invités, tandis que les banques, avec des budgets de campagne cent fois supérieurs, mettent leurs lobbys en branle-bas de combat, ils achètent des articles dans tous les médias privés et même publics. Pour « Monnaie-pleine », c'était une campagne perdue d'avance, car nous savons que, pour gagner une élection ou des votations, il est nécessaire d'occuper les espaces médiatiques plus que les autres partis et opposants. Pour occuper davantage ces espaces, il faut de l'argent, celui qui gagne est celui qui en a le plus. Donc, très souvent, ce combat s'apparente à celui d'une fourmi contre une paire de bottes qui fait tout pour l'écraser. Mais, nous avons justement quelques idées pour parer à ce problème, nous y reviendrons

D'autre part, l'organisation des votations coûte cher aux collectivités. Ce coût pourrait être très fortement réduit par la voie du vote électronique. Mais la loi fédérale a fait capoter tous les votes électroniques en raison de leur manque de rigueur en termes de sécurité. En premier lieu, tout nouveau système de vote se doit d'être « open-source » (source accessible par tous), ce qui évite les boîtes noires et portes dérobées (« backdoors ») qui transmettent des informations à des organisations non invitées, voire qui les falsifient au profit de certains intérêts. Il y a aussi d'autres éléments de sécurité que nous ne citerons pas ici, qui sont bien réels et dont les directives sur le vote électronique tiennent compte. Dans ce domaine, la confédération semblerait sur la bonne voie et il est possible de le vérifier sur l'exemple du système de contrôle de la vaccination Covid-19. Tous les documents et codes sont publics.

Actuellement, l'association **Modernocratie** est composée de membres modernocrates. L'activité de l'association consiste à rendre la mécanique suisse abordable par tout un chacun, la rendre très populaire, à en faire l'instrument principal de la gouvernance du pays. Grâce à ces transformations, tous les citoyens, même indépendants, auront le pouvoir d'utiliser ces droits et ce quelle que soit la taille de leur bourse. Les modernocrates veulent par ce moyen faire un pas décisif vers une vraie démocratie. **Nous voulons collectiviser l'ensemble des coûts et frais liés à l'exercice des droits politiques pour les rendre accessible à tout un chacun.** Comment faire ?

Tout modernocrate peut faire une proposition d'initiative, fédérale, cantonale ou communale sur une plate-forme internet. Les membres se concertent pour valider les propositions, les développer en atelier citoyen, les revoter si nécessaire, les améliorer et sélectionner par de multiples votations internes et consensuelles celles que l'on lance à un moment donné. Voici, en substance, les trois étapes de propositions et de développement qui mèneraient au consensus démocratique :

Étape 1 : les membres proposent librement leurs idées sur la plate-forme. Les autres membres concernés par ces idées sont convoqués pour voter, une première fois. Si une idée obtient suffisamment de votes positifs, elle peut passer à l'étape suivante, sinon elle est rejetée.

Étape 2 : un comité est formé démocratiquement (volontariat, tirage au sort, choix de la méthode d'élection par les membres), ce comité est chargé de développer l'idée de base en un texte légalement recevable pour une votation. Un conseil juridique est mis à disposition pour aider le comité et pour vérifier la légalité des textes proposées. Une fois que ce travail est fait, les membres concernés sont à nouveau convoqués pour voter. Si c'est non, le texte est jeté à la poubelle, si c'est blanc, le texte repart en développement et si c'est oui, il peut passer à l'étape suivante.

Étape 3 : tous les membres, en rejoignant Modernocratie, doivent respecter une Charte dont le premier article les engage à donner leur signature manuscrite pour tous les projets de référendums ou d'initiative qui atteignent cette 3^{ème} étape quelles que soient leurs intentions de vote : ils s'engagent à signer ces projets, indépendamment de leurs opinions. On considère effectivement qu'un projet qui atteint cette étape est un projet qui obtient le consensus démocratique. Un modernocrate fait passer la démocratie avant ses propres opinions car ces dernières divisent alors que la démocratie rassemble. La récolte de signature est donc déclenchée officiellement et les membres sont convoqués pour signer l'initiative. Il sera possible pour eux de venir dans des lieux dédiés pour signer, ou de signer chez eux puis d'envoyer le document par la poste. Ainsi, lorsque nous aurons atteint les 100'000 membres, nous pourrons déclencher des référendums et des initiatives en seulement quelques jours. Si nous savons au préalable où sont les signatures, nous pourrons les récolter en quelques jours seulement.

Modernocratie permettra la mise en place d'une vraie démocratie, mais à quoi ça sert ? À éviter les abus de pouvoir, les dictatures et tyrannies. Une démocratie « véritable » n'a jamais servi à rien d'autre qu'à cela. La démocratie Athénienne en est l'exemple le plus connu, celui-ci est souvent contesté par certains car Athènes avait une vision de la citoyenneté qui n'intégrait qu'une petite partie (15-20%) de la popula-

tion vivant à Athènes à cette époque. Cela n'empêchait pas les citoyens libres d'Athènes de fonctionner démocratiquement entre eux, pendant plus de deux siècles. Le peuple peut se tromper et la démocratie ne cherche pas à éviter cela — aucun système ne le pourrait. La différence est qu'en démocratie, si une erreur est commise, nous pouvons revenir rapidement dessus.

Quand le pouvoir est trop concentré comme c'est le cas actuellement, il « déborde » et ceux qui le possèdent en abusent, toujours, systématiquement, depuis la nuit des temps, c'est ainsi et nous le savons tous. Le pouvoir change l'Homme jusque dans les profondeurs de son cœur qui finit par se dessécher et se déconnecter de la vie réelle des gens. C'est là que se trouve la cause de tous nos problèmes. Il y a trop pour le petit nombre qui tient les rênes et pas assez pour le grand nombre que le petit nombre gouverne. Pourtant, il y a bien assez pour tout le monde et seules de vraies démocraties pourront résoudre les grands problèmes de nos sociétés. Quand les peuples se gouvernent eux-mêmes, ils veillent naturellement à être très justes avec eux-mêmes.

Les outils de Modernocratie permettront de répartir le pouvoir entre les citoyens et à parts égales. Chacun doit prendre une part de ce pouvoir et en être responsable, pour lui-même et pour le salut de toute la société. Le pouvoir ne doit plus jamais être un privilège, une ambition que l'on poursuit et dont on fête l'obtention : ce doit être une responsabilité enseignée dès l'école et que nous devons porter tous ensemble. Nous devons nous occuper de la politique car, en attendant, c'est elle qui s'occupe de nous et l'état du monde est là pour témoigner du désastre qui en découle. Modernocratie déracinera le sentiment d'impuissance du cœur des gens, par l'exemple et par l'enseignement. Nous devons tous faire notre part dans la politique de nos sociétés et, quand nous disons « politique », nous ne parlons pas du jeu électoral qui dégoûte tant de gens mais bien de la gestion des affaires collectives (ce qui n'a rien à voir) qui nous concerne tous au quotidien et tout au long de notre vie. Soit on s'occupe de la politique, soit on la subit.

Comme dit précédemment, Modernocratie a besoin de 100'000 membres au niveau national pour pouvoir fonctionner à plein régime ; mais que faire avant d'avoir atteint cet objectif ? Au niveau cantonal, il suffirait d'être 5'000 à 15'000, cela dépend des cantons, pour pouvoir agir à ce niveau et c'est encore moins au niveau des communes.

En attendant d'avoir atteint ces objectifs, il est tout de même possible d'agir. Revenons à la phase de la récolte de signature. Presque tous les citoyens suisses ont une adresse courriel. La solution actuelle « modernocrate » est de demander à toutes les personnes que nous pouvons contacter par courriel, une promesse de signature. Si l'on reçoit le nombre de promesses de signatures valables (avec une bonne marge de sécurité), alors l'initiative est déposée officiellement et l'on renvoie à tous ceux qui en ont fait la promesse une demande pour remplir le formulaire de signature et le renvoyer par poste au comité d'initiative (nous leur envoyons également une proposition de devenir membre de Modernocratie car lorsque nous aurons suffisamment de membres, nous n'aurons plus besoin de chercher des promesses). Il ne reste plus comme travail pour ce comité qu'à faire valider les signatures dans chaque commune. Cette opération pouvant être réalisée en une seule fois puisque l'on ne serait plus acculés par les délais.

Par ce processus, la phase de la récolte de signatures est largement simplifiée et les coûts en sont minimisés. Reste la campagne ! Pour la campagne, la problématique, du point de vue démocratique, se situe au niveau médiatique. Comme nous l'avons expliqué précédemment, gagner une campagne dépend de la taille du porte-monnaie et ceux qui gagnent sont ceux qui ont le plus d'argent. Très souvent, les groupes citoyens ont des moyens limités et se retrouvent face à des rouleaux compresseurs médiatiques durant les campagnes. Dans les « démocraties » (dites représentatives), la grande majorité des médias est entre les mains d'un petit nombre d'intérêts puissants. Ces médias, par conséquent, ne défendent généralement pas l'intérêt du plus grand nombre. Nous sommes conscients qu'il y a un énorme travail pour arriver à cet objectif d'un équilibre honnête entre tenant et opposants pour un accès aux médias débarrassés des intérêts, entre autre financiers. On peut cependant imaginer améliorer cette situation par une ou plusieurs initiatives, qui pourraient réduire cette inégalité.

La situation actuelle

Thomas Wroblewski, le fondateur de Modernocratie, fait connaître ces idées autant que faire se peut depuis des années, mais il souffre d'une situation personnelle qui limite grandement les moyens pratiques et humains qu'il est capable d'investir et, il faut le dire, qui sont quasi nuls. La stratégie étant quelque peu avant-gardiste par rapport aux manières de faire depuis 1848, qui n'avaient pas tellement évolué, il aura fallu patienter plusieurs années avant d'avoir quelques membres, parmi les 60 inscrits, qui s'impliquent directement dans le développement de Modernocratie. C'est aujourd'hui le cas et cet

article est l'œuvre de deux modernocrates. Un autre a mis en place la plate-forme sur internet qui a déjà permis à quelques membres de faire plusieurs propositions de référendum ou d'initiative, mais nous ne sommes pas assez nombreux pour les faire passer aux étapes suivantes. Nous donnerons le lien qui mène à cette plate-forme. Il n'y a pas eu de suivi durant toutes ces années, les cotisations ont rarement été versées et aucune campagne importante n'a pu être mise en place. Malgré tout, Thomas a été très actif sur les réseaux et s'est présenté à plusieurs élections en tant que modernocrate pour faire connaître ces idées, nous mettrons les vidéos liées à ces campagnes en annexe et en références.

Nous n'avons pas suffisamment de membres et notre objectif actuellement est de faire connaître autant que possible la Modernocratie, qui, en Suisse, permettra réellement d'instituer la puissance politique du peuple. Les statuts n'existent pas encore, ils doivent être rédigés collectivement mais nous ne sommes pas encore assez nombreux dans le groupe de travail. Une fois que cela sera fait, nous pourrons établir l'association légalement. Nous prévoyons de choisir un premier projet d'initiative à déclencher selon nos méthodes, nous chercherions des promesses de signatures pour ce projet que nous lancerions au niveau fédéral. Une fois que nous aurons obtenu suffisamment de promesses, environ 150'000 pour 100'000 signatures nécessaires, nous déclencherons l'initiative et convoquerons les signataires pour qu'ils viennent signer l'initiative. Sachant au préalable où sont les signatures, nous pensons pouvoir les récolter en quelques jours seulement. Nous proposerons à chaque signataire de rejoindre Modernocratie.

Note de Thomas sur une stratégie de contournement de la puissance financière des médias.

Lors de la seconde phase d'une initiative qui aboutit (qui a réussi la première phase, celle de la récolte des signatures), Thomas propose ceci :

Nous pouvons envisager une stratégie de campagne pour ne pas nous faire écraser par les « rouleaux compresseurs ». La meilleure façon pour ne pas se faire écraser, c'est simplement de ne pas se trouver en dessous. Thomas pense qu'il sera très positif de simplement boycotter la campagne médiatique officielle ou de limiter fortement notre participation à celle-ci. La solution résiderait peut-être dans l'idée de ne pas jouer avec les règles des puissants, qui ne sont jamais à notre avantage, et de créer un nouveau jeu, avec des règles plus démocratiques et équitables. Nous présenterions les projets et organiserions nos campagnes à partir de la récolte de signatures jusqu'au début de la campagne officielle et nous ne participerions pas à cette dernière. En ne mettant pas nos moyens de campagne face à ceux des opposants, notre communication deviendrait plus visible et plus compréhensible car elle ne serait pas noyée dans les attaques nove-linguistiques et médiatiques de « l'autre camp ». Nous pourrions présenter le projet sans devoir nous défendre des attaques de quiconque. Modernocratie n'étant qu'un outil et pas un groupe d'opinions, elle est ni pour ni contre et donc elle montrerait objectivement le projet, avec ses partisans et opposants, ceux et celles qui sont des modernocrates et sans donner des consignes de vote. Signer une initiative ce n'est pas une promesse de voter oui et ceux des modernocrates qui se positionneraient comme opposants à un projet qu'ils signent auront leur place, dans les comités d'initiative, dans les ateliers de développement ainsi que durant la campagne.

Thomas Wroblewski

et

Jacques Silberstein

Notes :

[i] Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (État le 13 février 2022)
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/404/fr#a138>

[ii] Admin.ch : <https://www.bk.admin.ch/bk/fr/home/droits-politiques/initiatives-populaires.html>
et ch.ch : <https://www.ch.ch/fr/systeme-politique/droits-politiques/initiatives/initiative-federale/#pas-di-nitiative-legislative-federale>

[iii] Façon romande de dénommer les initiateurs d'un projet d'initiative

[iv] <https://www.ritimo.org/Le-projet-d-une-monnaie-pleine>,
<https://www.swisscommunity.org/fr/nouvelles-et-medias/revue-suisse/article/monnaie-pleine-une-initiative-populaire-exigeante>

Charte des modernocrates

La présente charte est modifiable. Elle est à considérer comme un itinéraire indiquant l'accès au réseau Modernocratie à toutes les personnes désireuses de devenir membre de ce lobby populaire inédit.

C'est une proposition de l'attitude idéale à adopter pour que le réseau puisse se constituer dans la durée et sur des bases stables. L'opinion personnelle est une chose privée et il est de la responsabilité de chacun de convaincre autrui qu'il est nécessaire de concrétiser une idée plutôt qu'une autre et c'est à cela que sert la plate-forme internet, véritable « agora » en ligne. En se rassemblant AUTOUR des outils démocratiques plutôt que derrière une ligne idéologique particulière nous deviendrons capables de nous entendre sur le fond sans être pollués par la forme. Nous pourrons cibler la puissance politique issue de la somme de centaines de milliers d'individualités sur des initiatives, des référendums, des élections, des campagnes, etc. Tous les groupes citoyens ayant un projet devant aboutir à une votation populaire se retrouvent systématiquement confrontés, souvent fatalement, aux problèmes des modalités (les 100'000 signatures, campagnes aux moyens inégaux). C'est pour cela que la Modernocratie peut devenir le dénominateur commun entre tous les citoyens voulant agir dans l'intérêt général. Les grands problèmes sont plus facilement résolus par un grand cerveau collectif.

1. Les membres donnent leur signature à tous les projets ayant trouvés le consensus à travers les différentes étapes internes de vote et de développement de la plate-forme (initiatives, référendums, motions ...etc.) indépendamment de leurs opinions personnelles. La liberté de vote est garantie, chaque membre peut décider selon sa conscience durant les jours de votations officielles
2. Afin de garantir l'indépendance et la transparence du réseau, il est nécessaire que ce dernier puisse alerter en cas d'apparence de conflit d'intérêt. En conséquence, les membres font connaître leur(s) lien(s) avec d'autre(s) organisations politiques (partis politiques, syndicats, lobbys...etc).
3. La parole de tous est respectée par tous, à tous les sujets et à tout instant. Personne ne juge de la valeur des opinions d'autrui. Une question appelle une réponse. Les membres écoutent pour comprendre, pas pour répondre. Les membres échangent pour trouver des solutions, ils ne débattent pas pour avoir raison.
4. La bienveillance est une valeur fondamentale dans la Modernocratie, les membres ne nuisent pas à autrui et ne cherchent jamais à le faire. Les malentendus doivent engendrer des dialogues au lieu de provoquer des conflits. La discrimination est interdite
5. Afin de préserver le réseau de la foi aveugle, les membres comprennent intellectuellement ce qu'ils entreprennent au sein de la modernocratie. Ils sont auto-responsables et partagent leurs idées, leurs critiques, qu'elles soient positives ou négatives. Ils font part des problèmes qu'ils observent au sujet du fonctionnement de l'organisation.

6. Les membres font part aux administrateurs de tout changement légal du point de vue des droits politiques (droit de vote, éligibilité, coordonnées personnelles).
7. Les membres sont ponctuels et versent leur cotisation dans les délais pour garantir la constance du financement participatif et l'indépendance du réseau.
8. Les modernocrates ne respectant pas la présente charte peuvent être exclus du réseau pour une durée à déterminer ou à tout jamais

Références

Sur le plan de la littérature, il faut signaler l'ouvrage suivant :

Vers la démocratie directe de Christian Laurut

N° ISBN : 9781521548820

<https://www.thebookedition.com/fr/vers-la-democratie-directe-p-369018.html>

dont voici un court extrait de l'avant-propos :

Le terme « Démocratie Directe » est un pléonasme nécessaire. Pléonasme d'abord, parce que le mot démocratie signifie déjà en lui-même un système d'organisation sociale dans lequel le peuple possède directement le pouvoir. Nécessaire ensuite, parce que le terme démocratie a été détourné de son sens initial, après la révolution de 1789, par une minorité oligarchique qui en a construit un synonyme trompeur dénommé démocratie représentative. Cette « démocratie représentative » n'a rien d'une démocratie. C'est en réalité une oligarchie, à savoir un système qui établit le pouvoir d'un groupe restreint sur l'ensemble du peuple. La vraie démocratie, elle, n'a encore jamais été instituée dans aucun pays.

Autre références

- **« L'élection n'est pas un acte démocratique ».**
31 octobre 2018. Presse romande. Interview de T. W. pour « Le Temps ».
Anti-démocratie, politique, vote blanc
<https://www.letemps.ch/suisse/lelection-nest-un-acte-democratique>
- **Référendum, le cas suisse pour mieux comprendre**
9 janvier 2019. [Corentin Droz-Georget](https://www.ifrap.org/etat-et-collectivites/referendum-le-cas-suisse-pour-mieux-comprendre)
<https://www.ifrap.org/etat-et-collectivites/referendum-le-cas-suisse-pour-mieux-comprendre>
- **Libres propos sur la démocratie.**
19/7/2015. David L'Épée et T. Wroblevski
<https://www.youtube.com/watch?v=v7ulj7V8GqI>
- **Conférence avec Etienne Chouard, Antoine Chollet et T. Wroblevski.**
3/10/2014. Lausanne, partie 1
https://www.youtube.com/watch?v=_LhBRFqQsUs
Partie 2 : <https://www.youtube.com/watch?v=3SBVBGb0H80>
- Site internet et plate-forme de **Modernocratie.**
modernocratie.ch
- **Chaîne YouTube de T. Wroblevski**
(Politique, démocratie, vote blanc, Modernocratie, entretiens... etc.)
youtube.com/@thomaswroblevski9553/videos

Télévision et Radio

- 20 juillet 2014. « **T. Wroblevski, le 3^{ème} homme pour remplacer Yvan Perrin** ». Élection complémentaire cantonale au Conseil d'état 2014. Émission Forum, radio RTS *Candidat du vote blanc* « si je

suis élu je démissionne »

<https://www.rts.ch/audio-podcast/2014/audio/thomas-wroblevski-le-troisieme-homme-pour-remplace-r-yvan-perrin-25669745.html>

- 19 septembre 2014. « **T. Wroblevski, candidat du VB et K-F Marti, UDC, sont les outsiders pour la succession de Yvan Perrin** ». Élection complémentaire au Conseil d'état 2014. Émission « Couleur locale », TV nationale romande RTS. *Candidat du Vote blanc, « si je suis élu je démissionne »*.
<https://www.rts.ch/play/tv/couleurs-locales/video/ne-thomas-wroblevski-candidat-du-vote-blanc-et-k-arim-frederic-marti-udc-sont-les-outsiders-pour-la-succession-de-yvan-perrin?urn=urn:rts:video:6158756>
- 21 février 2015. « **Wroblevski candidat aux fédérales pour le vote blanc** ». Élections fédérales 2015. Radio locale RTN (article). *Défendre le vote blanc et droits politiques au parlement*. <https://www.rtn.ch/rtn/Actualite/Region/20150831-Wroblevski-candidat-aux-federales-pour-le-vote-blanc.html>
- 17 août 2015. « **T. Wroblevski et la Modernocratie : tout un programme !** ». TV locale, Canal Alpha. *Vote blanc et Modernocratie*
<https://www.canalalpha.ch/play/le-journal/topic/5457/t-wroblevski-et-la-modernocratie-tout-un-programme>
- 7 septembre 2015. « **Face aux petits partis : T. Wroblevski, Mouvement du vote blanc** ». Élections fédérales 2015. Radio nationale romande RTS. *Défendre le vote blancs et droits politiques au parlements*.
<https://www.rts.ch/audio-podcast/2015/audio/face-aux-petits-partis-thomas-wroblevski-mouvement-du-vote-blanc-25408077.html>
- 16 février 2017. « **Thomas W s'est mis en retrait, santé oblige** ». TV locale Canal Alpha *Retrait de la politique pour raison de santé*
<https://www.canalalpha.ch/play/le-journal/topic/9376/thomas-wroblevski-sest-mis-en-retrait-sante-oblige>
- 19 mars 2019. « **Thomas Wroblevski repart dans la course** ». Élections fédérales 2019 Radio locale RTN. *Candidat modernocrate, mandat impératif*
<https://www.rtn.ch/rtn/Actualite/Region/20190319-Federales-2019-Thomas-Wroblevski-repart-dans-la-course.html>
- 25 septembre 2019. « **Face aux petits partis - Les modernocrates** ». TV romande nationale RTS. Elections fédérale 2019. *Candidat modernocrate en mandat impératif*
<https://www.rts.ch/play/tv/elections-federales/video/face-aux-petits-partis-les-modernocrates?urn=urn:rts:video:10738498>
- 4 octobre 2019. « **Fini le vote blanc pour le candidat modernocrate ?** ». Élections fédérales 2019. TV locale, Canal Alpha. *Candidat modernocrate, mandat impératif*
<https://www.canalalpha.ch/play/le-journal/topic/16369/fini-le-vote-blanc-pour-le-candidat-modernocrate>
- 9 août 2023 « **Isoloir épisode 3, le vote blanc** » Radio-TV nationale romande RTS. *Vote blanc et Modernocratie*
<https://www.rts.ch/info/suisse/14233714-isoloir-la-serie-qui-decortique-notre-rapport-aux-urnes.html>
- 7 avril 2021 « **À la conquête du château** ». élection du Conseil d'état 2014. Radio locale RTN. *Vote blanc et Modernocratie*. « *si je suis élu, je démissionne* ».
<https://www.rtn.ch/rtn/Actualite/Region/20210407-A-la-conquete-du-Chateau-Thomas-Wroblevski.html>
- 20 avril 2022. « **Vote blanc et Modernocratie** ». Radio indépendante « Radio libre ». Interview de T.W au sujet du VB et de Modernocratie
<https://radiolibre.ch/podcast/vote-blanc-et-modernocratie-avec-thomas-wroblevski/>

Presse, journaux et magazines

- 24 mai 2013. « **Il veut lancer une initiative pour que le vote blanc compte** ». Presse locale ArcIn-

fo. Interview de T. Wroblevski qui veut lancer une initiative pour la reconnaissance du vote blanc.

<https://www.arcinfo.ch/neuchatel-canton/il-veut-lancer-une-initiative-pour-que-le-vote-blanc-compte-273390>

- 16 juin 2014. « **Un jeune de 27 ans se présentera à la succession de Perrin au nom du vote blanc** ». Presse locale ArcInfo. Élection complémentaire 2014. *Candidat du vote blanc « si je suis élu je démissionne »*
<https://www.arcinfo.ch/neuchatel-canton/un-jeune-de-27-ans-se-presentera-a-la-succession-de-perrin-au-nom-du-vote-blanc-331333>
- 18 septembre 2014. « **Il l'a fait : Le candidat qui ne cherche pas à gagner** ». Magazine « L'Hebdo ». Article sur T. Wroblevski à propos de l'élection complémentaire 2014 au Conseil d'état. (Archive Scriptorium)
<https://scriptorium.bcu-lausanne.ch/zoom/236696/view?page=24&p=separate&search=Thomas%20wroblevski&hlid=5314305216&tool=search&view=0,18,2481,3313>
- 30 septembre 2014. « **Vote blanc, marqueur de défiance** ». Presse locale ArcInfo. Élection complémentaire au Conseil d'état 2014. « *Candidat du vote blanc Si je suis élu, je démissionne* »
<https://www.arcinfo.ch/neuchatel-canton/montagnes/la-chaux-de-fonds/vote-blanc-marqueur-de-defiance-346552>
- 4 octobre 2014. « **Le candidat du vote blanc créé la surprise** ». Article du « Parti Ouvrier Populaire ». *Commentaire au sujet de l'élection complémentaire 2014 pour le Conseil d'état*
<http://archive.pop-ne.ch/Le-candidat-du-vote-blanc-cree-la>
- 31 octobre 2018. « **L'élection n'est pas un acte démocratique** ». Presse romande. Interview de T.W pour « Le Temps ». *Anti-démocratie, politique, vote blanc*
<https://www.letemps.ch/suisse/lelection-nest-un-acte-democratique>
- 3 avril 2021. « **Thomas Wroblevski poursuit son combat pour donner du sens au vote blanc** ». Presse locale ArcInfo. *Élection du Conseil d'état. Candidat du vote blanc.*
<https://www.arcinfo.ch/neuchatel-canton/thomas-wroblevski-poursuit-son-combat-pour-donner-du-sens-au-vote-blanc-1055432>
- 18 avril 2021. « **T. Wroblevski et le vote blanc bons derniers** ». Presse locale ArcInfo. Élection cantonale au Conseil d'état. *Candidat du vote blanc « si je suis élu je démissionne »*
<https://www.arcinfo.ch/neuchatel-canton/cantoniales-2021-thomas-wroblevski-et-le-vote-blanc-bons-derniers-1067432>

Sites, vidéos, et audios sur internet

- Site internet et plate-forme de Modernocratie.
modernocratie.ch
- Site internet du mouvement du vote blanc
voterblanc.ch
- chaîne youtube de T.Wroblevski (Politique, démocratie, vote blanc, modernocratie, entretiens...etc)
youtube.com/@thomaswroblevski9553/videos
- Interview de T.Wroblevski par Agora TV au sujet de Modernocratie
youtube.com/watch?v=6dMTM2xd1MI&t=280s&pp=ygURVGhvbWFzIFdyb2JsZXZza2k%3D
- Conférence avec Etienne Chouard, Antoine Chollet et T.Wroblevski. Lausanne, partie 1
youtube.com/watch?v=_LhBRFqQsUs&pp=ygURVGhvbWFzIFdyb2JsZXZza2k%3D
- Conférence avec Etienne Chouard, Antoine Chollet et T.Wroblevski, Lausanne, partie 2
youtube.com/watch?v=3SBVBGb0H80&t=5s&pp=ygURVGhvbWFzIFdyb2JsZXZza2k%3D
- Le vote blanc en Suisse, T.Wroblevski et Ana Sailland
youtube.com/watch?v=Jq4uhMy1jv0&t=1s&pp=ygURVGhvbWFzIFdyb2JsZXZza2k%3D
- Libres propos sur la démocratie. David L'Épée et T.Wroblevski
youtube.com/watch?v=v7ulj7V8GqI&t=152s&pp=ygURVGhvbWFzIFdyb2JsZXZza2k%3D

[Le #15 de la Gazette des Amis du RIC est paru ☐](#)

Juil 20, 2023

Les principales actualités, vidéos et actions utiles à l'instauration du RIC pour une démocratie digne de ce nom, par [la Convergence RIC](#).

Le sommaire

Le RIC dans la presse

- La presse nationale
- La presse locale

Invitations à l'action

- Actualité et besoins de Plateforme RIC
- Opération RIC cherche des volontaires
- Le RIC recrute !
- Deuxième pétition officielle pour le RIC constituant
- Pétition pour le droit de veto contre les lois comme la réforme des retraites
- Autres propositions d'actions

Vidéos

- Benoit explique le RIC constituant en 10 minutes
- Micro-trottoir sur le RIC par un média local
- Vidéo explosive : Etienne Chouard est l'invité d'Eric Morillot avec Greg Tabibian
- Marcel Gilet Jaune : RIC Constituant, souveraineté, maturité et conscience politique
- « Qui contrôle la Constitution est le souverain » avec Clara Egger et Raul Magni Berton
- Histoire de l'instauration du RIC en Suisse : une inspiration pour la France ?

Infos utiles

- Quelles différences entre les associations pour le RIC ?
- Évaluations du Label RIC
- Parlement des enfants : des élèves ronchinois ont rédigé un projet de loi pour la démocratie

Cahier de vacances

Agenda

Actions numériques

- Consultation pour définir le RIC voulu par les Français
 - Pétitions pour le RIC
- Productions artistRIC
- Yakafokon instaure le RIC
 - Illustrations de Culture-RIC
 - Tracts pour le RIC



[Concert de soutien à Julian Assange, 3 juillet 2023 à 19h30, à La Maroquinerie - 23, rue Boyer 75020 Paris](#)

Juin 28, 2023

**LUNDI 03
JUILLET
2023**

**LA
MAROQUINERIE
PARIS
75020**

**OUVERTURE DES
PORTES 19H30 -
DÉBUT 20H**

**CONCERT DE
SOUTIEN À**

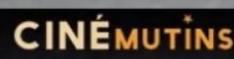
**JULIAN
ASSANGE**

Privé de liberté depuis 13 ans pour avoir fait son travail de journaliste,
Julian Assange aura 52 ans le 3 juillet.

**ARTHUR H
AMAZIGH KATEB
SERGE UTGÉ-ROYO**

**Prix : 20 € - Infos & réservations :
www.lamaroquinerie.fr**

Informez-vous sur :
Twitter @ComiteAssange
comitesoutienassange.protonmail.com



Adresse de la **billetterie** :

<https://www.lamaroquinerie.fr/fr/agenda/view/1480/concert-de-soutien-a-julian-assange/>

Communiqué de presse des organisateurs :

CONCERT DE SOUTIEN À JULIAN ASSANGE

**3 JUILLET 2023 À 19H30
À LA MAROQUINERIE - 23, RUE BOYER 75020 PARIS**

Métro Ménilmontant (ligne 2) ou Gambetta (ligne 3)
Tarif unique : 20€
Infos & réservations : www.lamaroquinerie.fr et points de vente habituels

Arthur H, Amazigh Kateb et Serge Utgé-Royo se succéderont sur la scène de La Maroquinerie le lundi 3 juillet pour un concert de soutien à Julian Assange. Fondateur de WikiLeaks, Julian Assange est le journaliste le plus primé du XXI^e siècle et le symbole de la presse libre.

En 2010, grâce aux documents transmis par la lanceuse d'alerte Chelsea Manning, WikiLeaks révèle notamment les crimes de guerre perpétrés par les États-Unis et leurs alliés durant les guerres d'Irak et d'Afghanistan.

Depuis, Julian Assange est la cible d'une persécution ininterrompue.

Détenu à la prison de haute sécurité de Belmarsh, à Londres, il est sous la menace d'une extradition vers les États-Unis, où il encourt 175 ans de prison.

Le gouvernement et la justice britanniques restent sourds au soutien que lui apportent un grand nombre de personnalités remarquables, parmi lesquelles l'ancien rapporteur spécial de l'ONU sur la torture Nils Melzer (auteur du livre *L'Affaire Assange : histoire d'une persécution politique*, Éditions Critiques, 2022), l'avocate prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, le linguiste Noam Chomsky, l'ancien président de Médecins sans frontières Rony Brauman, la magistrate Eva Joly, le mathématicien Cédric Villani, le philosophe Edgar Morin, l'artiste Ai Weiwei...

De nombreuses organisations de défense des droits humains et de la liberté de la presse ont également réclamé l'abandon des poursuites contre Julian Assange : Amnesty International, la Ligue des droits de l'homme (LDH), la Fédération internationale des journalistes (FIJ), Reporters sans frontières...

« L'Appel de Paris pour Julian Assange » demande la libération immédiate du journaliste australien et l'obtention de l'asile politique en France. Il a été signé par 50 organisations et médias.

La situation est urgente : **le 6 juin dernier, l'appel contre son jugement d'extradition a été rejeté par la Haute Cour britannique.** Julian Assange est menacé à brève échéance.

Ce qui se joue ici, en plus de la vie d'un homme, c'est la liberté d'informer et... d'être informé.

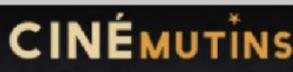
Défendre Julian Assange aujourd'hui, c'est défendre le travail et les droits des journalistes et des lanceurs d'alerte de demain. C'est défendre les principes démocratiques, au nom desquels Julian Assange a agi.

Privé de liberté depuis bientôt 13 ans, Julian Assange aura 52 ans le 3 juillet 2023.

Ce concert de soutien se doit d'être une étape marquante de la mobilisation de l'opinion publique et des médias pour Assange et ce qu'il symbolise.

Twitter : @ComiteAssange

Courriel : comitesoutienassange@protonmail.com



Fils Facebook correspondant à ce billet :

- <https://www.facebook.com/EtienneChouardOfficiel/posts/pfbid02Gm9x3JtgCjh57iJMjPBLnooHd9GbGjUzXmkWB9QRj4ZEYL81GExgm93ZvzwfjQ11>
- <https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/pfbid0CjzVnbnujDV1ekp8LDEvDWGt8EGJiaBCU1nyQLzRbLTq9yNc87C5bKQNCUy9bPXgl>

Tweet correspondant à ce billet :

- https://twitter.com/Etienne_Chouard/status/1674027930127593476?s=20

Telegram correspondant à ce billet :

- <https://t.me/chouard/755>

[Nous ne sommes ni des citoyens, ni en démocratie, nous ne votons jamais \(Étienne Chouard, extrait d'une minute importante, ITV chez Kairos\)](#)

Juin 27, 2023

Vidéo originale intégrale, avec Kairos et Artémus :

[Camille Case, poétesse et diseuse remarquable, nous invite à travailler ensemble sur les mots qui nous importent : « Place nette » et « Prise de sens »](#)

Juin 27, 2023

Objet : développer un réseau d'amis qui reçoivent des artistes chez eux le temps d'une soirée, ou programment des poètes et chercheurs qui ont des choses à dire, dans des salles de spectacles, des cafés, des lieux associatifs actifs pour les recevoir.

Chers amis,

Je voudrais aujourd'hui vous parler de [Camille Case](#), poétesse étonnante, diseuse bouleversante, une [slameuse](#), et aussi une chercheuse en matière de mots, à travers un spectacle interactif qu'elle appelle « **Place nette** » et des réflexions de groupe qu'elle appelle des ateliers de « **Prise de sens** ».

Vous savez combien j'attache d'importance au fait (politique) de **remettre à l'endroit tous les mots importants** — que les dominants ont mis méthodiquement à l'envers, ce qui nous empêche littéralement de penser — et donc de résister.

Cette captivante artiste activiste réfléchit sur les mots avec des outils qui me sont presque inconnus, que je découvre et qui m'intéressent beaucoup, et je sens que je dois l'aider car ses réflexions, ses expressions et ses méthodes me semblent prometteuses et puissantes.

Alors, je vous signale son existence et son travail, elle vit à Barjols (83 Var), je vous transmets sa bio, quelques unes de ses vidéos, et j'insiste surtout sur son appel : **nous devrions l'inviter à venir travailler chez nous, avec nous**, dans notre quartier, dans notre immeuble, dans notre village, **pour qu'elle nous aide à travailler ensemble sur le sens commun des mots que nous utilisons pour penser et pour nous parler.**

J'espère que sa poésie vous inspirera comme elle m'inspire ☐

D'abord, quelques courtes **vidéos** :

Extrait **Quart d'heure Féminin** :

Camille Case dans le Métro :

HORS CASE N°1 : avec Caroline Bentz au piano :

HORS CASE N°2 : avec Vincent Pommereau et son orchestrum (clip) :

Tes ailes :

Travail avec les enfants à partir de l'œuvre de Michel Ocelot, père de Kirikou et ami très proche (intervention en classe entière) :

En plein confinement : voyage itinérant en Camillon supporté par plus de 200 contributeurs :
<https://www.kisskissbankbank.com/fr/projects/prise-de-sens-4cff2dc7-d1c7-4ca5-8832-7a50e977095c/tabs/news>

BIO Camille Case : PLACE NETTE et PRISE de SENS :



Camille Case

BIO

Originaire de la région sud parisienne et de sa grande banlieue, où rien ne pousse et ne fleurit sinon les centres commerciaux, je découvre la pratique du slam dans les cafés parisiens et me passionne pour ces rencontres où des gens de tous âges partagent tour à tour un peu du chant de leurs âmes et de leurs points de vue sur le monde.. des moments de grâce, de poésie, de communion, de démocratie comme cela n'existe nulle part ailleurs.

Je rentre sans plus tarder dans cette famille à l'époque très active. Je vais animer ateliers et scènes ouvertes pendant des années et me rapidement retrouve à faire partie des piliers de ce mouvement et des champions des tournois francophones.

Je suis invitée au Maroc, en Acadie au Canada et participe à de magnifiques festivals dont Barjac m'Enchante et les Voix Vives de la Méditerranée.

Avant cela, j'en enseigné huit ans dans les pires quartiers du 91- et j'ai tout quitté, mauvais compagnon et embouteillages permanents, pour partir à travers la France avec ma chienne Fiesta et le coffre plein de ma voiture. C'est tout...

Attirée par le Sud et la belle Nature, j'ai sillonné six années durant sans envie de me fixer nulle part, les Pyrénées Atlantiques. j'ai vécu dans la région en électron libre, dans une vingtaine de lieux différents, à tous les étages de la société :

Coloc diverses et trop souvent @-variées, château bourgeois et ses jardins classés remarquables, librairie bouquiniste perchée dans les arbres, collectifs alternatifs, cabanes de berger, dojo Zen, etc.. J'ai été reçue partout comme en résidence de création...

Pendant l'épisode co-vidé, n'ayant plus ni lieu de vie, ni possibilité de jouer les spectacles avec mes partenaires, je suis partie sur les routes en "Camillon".

Ce projet itinérant a été soutenu par plus de deux cents contributeurs (dont Nicole Ferroni et Michel Ocelot) qui soutiennent mes actions poétiques, et suivent ce que j'invente librement.

Je suis allée poétiser à domicile, et faire découvrir notamment aux gens et à leurs amis et familles, un outil de soin et de reprisage de liens, un ouvre-boîte pour l'esprit, un concept d'animation d'atelier que j'ai mis au point : "la Prise de Sens" *(voir lien)

Durant cette période étrange de confinement, j'ai enregistré sept émissions radiophoniques avec radio Diwa (l'Heureuscoop de la Semaille/ youtube) et ai dit des centaines de poèmes par téléphone aux gens isolés que mes contributeurs me désignaient...

Après des années de vie nomade, je suis arrivée dans le Var en octobre 2021, programmée à un petit festival à Barjols (le *Futur sera non Violent* du Melting pote) et ne suis pas repartie de ce merveilleux village, où j'ai trouvé une maison magique où poser mes bagages.

(...)

OUVRAGES



- *le Vif du Sujet* (recueil de 40 textes de scènes)
- *la Révélation de Lilith* / essai poétique et théâtral post-féministe../ gros projet de spectacle en cours de construction avec Jens Krause (musique) , Catherine Lecoq (dans le rôle de la journaliste hystérique) et Marie-Pierre Génovèse (danse Lilith)
- Banksy est l'homme de la vie, tant pis si c'est un collectif / vingt et une lettres politico amoureuses, adressées au street artiste / en cours d'écriture...)

SPECTACLE SEULE-EN-SCÈNE



PLACE NETTE

est un spectacle poétique, où j'invite le public à interagir en se posant des questions inhabituelles... je glisse et joue alors, au milieu des pensées que les gens émettent, des poèmes vivants et interpellants qui leur font invariablement écho.

Ces textes se situent quelque part au carrefour entre le stand up, le conte, le théâtre et tout ce que cela permet de réflexion politique et spirituelle aux sens les plus larges. Mes textes parlent des choix qui conditionnent nos existences, du réglage de l'ouverture de l'esprit et du féminin dans ce monde.

PLACE NETTE déplace le regard, avec des points de vues inattendus. cette rencontre dégage le cœur et la tête en faveur de nouvelles idées pour un monde à réinventer ensemble...

Ce seule-en-scène (pas de musicien pour le moment) dure en moyenne 1h15, voire plus. Les gens ne voient pas passer le temps...

Ce spectacle s'adresse aux humains actuels, aux personnes attentives au monde dans lequel nous vivons, conscientes du pouvoir des mots qui éclairent les zones d'ombre. Les ados récalcitrants tendent généralement l'oreille du début à la fin, et les enfants les plus éveillés réagissent aussi avec des réflexions qui surprennent leurs parents. Tout cela s'adresse en bref aux gens curieux de tous âges et à ce que nous avons de plus grand en soi.

Une dizaine de textes sont partagés au hasard des questions distribuées au public/ 40.. ce qui n'épuise pas le répertoire. Ce spectacle peut donc être joué plusieurs fois au même endroit, il ne sera jamais deux fois le même.

tarif selon contexte :

Au minimum : petit cachet d'intermittence (coté charges) et complément au chapeau dernier cachet : 300€ pour trois textes dits au festival les Auditives mai 2023

besoin matériel : une bouteille d'eau claire. Selon l'espace, rien ou sonorisation et éclairage intéressant si possibilités.

Dans tous les cas un peu de confort pour le public assis, et une boîte mouchoirs en papier à disposition. (larmes fréquentes)

PRISE de SENS et initiation au Slam

Je propose aussi ces ateliers tous publics, tous âges et gens à plumes et grands débutants confondus (voir lien kisskissbankbank ci-dessus) pour une douzaine de personnes.

La Prise de Sens est un exercice d'intelligence collective qui répare d'une façon poétique la considération de soi et des autres, déclenche la petite musique de chacun, la conscience du pouvoir des mots et du sens en circulation...

durée : demi journée

participation : 20 à 50 € /personne, selon la réalité des moyens

Au grand plaisir de nos accords et rencontres prochaines. à bientôt !

Camille Case

0684331225camillecase fb / camillecase.com

Site web :

- <https://camillecase.com/>

Pages Facebook :

- <https://www.facebook.com/slamcamillecase>
- <https://www.facebook.com/camillecase.slam>

Presse :

- [Le monde de Camille Case \(La Dépêche, 19 août 2016\)](#)
- [La prise de sens, un nouvel outil éducatif \(Pressenza, 4 nov 2022\)](#)
- [Camille Case - Slamer comme on respire : par nécessité... \(Bigorre Mag\)](#)

Radio :

- [Camille Case, poétesse \(Interview pour rdwa.fr 107.5 FM\)](#)

Livres :

- <https://camillecase.com/boutique>

Calendrier :

Jeu 12 juillet 2023 à Barjols : atelier d'écriture au Cercle de l'Avenir à 18h

Dim 16 juillet à Jouques, salon du livre /atelier et extrait spectacle

Dim 23 juillet à Barjols »place nette « à 16h (festival#1 des troubades d'Elias)

Dim 30 juillet « place nette » à Ampus

Dimanche 6 juillet à Barjols Camille case et le collectif de »la Foule « texte et musique croisés en impro

Spectacle et Prise de Sens à domicile / rdv

Contact 06 84 33 12 25

« Pour donner le pouvoir au peuple (et empêcher la guerre) ? Il faut mettre les MÉDIAS hors de portée des RICHES » - Étienne Chouard sur Anti | thèse

Juin 20, 2023

Sommaire :

[00:00](#) Intro

[02:57](#) En lutte contre les politiciens

[07:53](#) Accusation d'extrême droite

[10:50](#) La Shoah et les Antifa

[23:03](#) Réforme des retraites

[31:16](#) La V^e République, une prison politique

[36:32](#) La bascule totalitaire

[41:01](#) Les racines du capitalisme

[44:05](#) Élection vs démocratie

[48:08](#) Le tirage au sort

[52:40](#) Communes libres et représentation

[1:01:06](#) Les partis politiques

[1:04:21](#) Devenir des adultes politiques

[1:15:50](#) Les médias

[1:20:33](#) Reprendre le contrôle de la monnaie

[1:41:50](#) Écrire la constitution

[1:49:59](#) Le wokisme

[1:53:37](#) La guerre en Ukraine

[2:09:36](#) « Les censeurs contre la République » (Bricmont)

[2:12:47](#) Le « complotisme », un anathème antidémocrate contre les vrais journalistes

Fils Facebook correspondant à ce billet :

Tweet correspondant à ce billet :

« Pour donner le pouvoir au peuple (et empêcher la guerre) ? Il faut mettre les MÉDIAS hors de portée des RICHES » - Étienne Chouard sur Anti | thèse <https://t.co/dY2GVbVjUj>

— Étienne Chouard (@Etienne_Chouard) [June 20, 2023](#)

Telegram correspondant à ce billet :

[Je vous lis l'un des livres les plus importants pour moi : « Le mythe du déficit » de Stephanie Kelton \(2021\)](#)

Juin 16, 2023

Chers amis,

Je viens vous lire quelques passages importants d'un des trois livres qui comptent le plus pour moi : l'introduction et les deux premiers chapitres [du livre de Stephanie Kelton qui s'intitule « Le mythe du déficit »](#) édité en 2021 par « [Les liens qui libèrent](#) ».

4° de couverture :

Le mythe du déficit

« Nous gérons notre économie comme une personne d'un mètre quatre-vingts qui se déplace courbée en deux en permanence sous un plafond qui est à deux mètres cinquante, parce qu'on l'a convaincue que, si elle tentait de se redresser, elle subirait un terrible traumatisme crânien »

De nombreuses convictions se sont enracinées dans l'imaginaire collectif au sujet de la question du déficit. Stephanie Kelton déconstruit l'idée que les États doivent tenir leurs budgets comme des ménages, que le déficit prouve que l'État dépense trop, que la dette publique est insurmontable, que les déficits de l'État évincent l'investissement économique ou que les programmes de prestation sociale sont financièrement insoutenables... Elle démontre au contraire avec brio que le déficit budgétaire n'appauvrit pas l'État, que la dette n'est pas un

fardeau et que le juste niveau de dépense publique s'évalue à partir du taux d'inflation et du niveau réel des ressources.

Cette exploration modifie profondément notre compréhension de nombreuses questions cruciales : la pauvreté, l'inégalité, la création d'emplois, l'extension des systèmes de santé ou le changement climatique. Car aujourd'hui toute proposition ambitieuse se heurte inévitablement à la forteresse inexpugnable de la question du déficit. Stéphanie Kelton propose donc d'imaginer de nouvelles politiques pour passer du récit du manque à celui de la possibilité...

Stéphanie Kelton est professeure d'économie et de politiques publiques à l'Université de Stony Brook. Éminente figure de la théorie monétaire moderne, elle conseille de nombreux décideurs publics et institutions et est reconnue comme une figure montante de la nouvelle génération d'économistes hétérodoxes. *The Déficit Myth*, dès sa sortie, connu un immense succès aux États-Unis.

Critique de Place des Libraires :

La Théorie moderne de la monnaie et la naissance de l'économie du peuple
Un livre iconoclaste, véritable phénomène figurant sur la liste des best-sellers du New York Times pendant de longues semaines. Saluée par la critique comme l'une des plus brillantes économistes hétérodoxes, figure de proue de la Théorie moderne de la monnaie (TMM) – la nouvelle théorie économique la plus importante depuis des décennies –, Stéphanie Kelton livre une analyse radicale qui renverse toutes nos idées reçues sur le déficit, et au-delà, sur la pensée économique contemporaine.

En plus du son que je vous ai enregistré (dans la vidéo ci-dessus), je reproduis ci-dessous le plan détaillé du livre.

J'espère ainsi vous donner l'envie d'acheter ce livre, de le lire en entier (tout y est essentiel) et de le faire connaître autour de vous.

Sommaire :

Introduction : Un pare-chocs de choc

1. Rien à voir avec le budget familial

MYTHE 1 : L'État doit tenir son budget comme une famille.

RÉALITÉ : À la différence d'une famille, l'État fédéral américain émet la monnaie qu'il dépense.

La monnaie a des émetteurs et des utilisateurs

Le monde à l'envers de Margaret Thatcher : I&E → D

Comment dépense l'émetteur de monnaie ? D → I&E

Pourquoi l'État se donne-t-il la peine de taxer et d'emprunter ?

Le rôle de l'emprunt dans la TMM

Rester dans les clous

Nos limites réelles

2. L'important, c'est l'inflation

MYTHE 2 : Les déficits prouvent que l'on dépense trop.

RÉALITÉ : Pour savoir si l'on dépense trop, regardez l'inflation.

Les idées courantes sur l'inflation

Comment nous combattons l'inflation aujourd'hui

Une foi contestée

Inflation et chômage : l'approche de la TMM

3. **La dette publique (qui n'existe pas)**

MYTHE 3 : De toute façon, nous sommes tous endettés jusqu'au cou.

RÉALITÉ : La dette publique ne crée pas le moindre fardeau financier.

Elle est énooooooorme !

La Chine, la Grèce et Bernie Madoff

Nous pourrions la rembourser demain matin

Une vie sans la dette ?

4. **Leur déficit est notre excédent**

MYTHE 4 : Les déficits de l'État évincent l'investissement privé, ce qui nous appauvrit.

RÉALITÉ : Les déficits budgétaires augmentent notre fortune et notre épargne collective.

Deux seaux

Le taux d'intérêt est une variable déterminée par les pouvoirs publics

5. **« Gagner » dans le commerce mondial**

MYTHE 5 : Le déficit commercial signifie que l'Amérique perd.

RÉALITÉ : Le déficit commercial de l'Amérique est son excédent en produits réels.

L'Oncle Sam secoué comme un prunier

Trois seaux

Pas de plein emploi, pas de juste commerce

La position spéciale du dollar américain

Les degrés de souveraineté monétaire

Des bois (de Bretton Woods) aux flammes du libre-échange

Adieu, guerre commerciale - bonjour, paix commerciale ?

6. **Vous y avez droit !**

MYTHE 6 : Les programmes qui paient des prestations sociales, comme la Social Security et Medicare, sont financièrement insoutenables. Nous ne pouvons plus nous les offrir.

RÉALITÉ : Du moment que l'État fédéral s'engage à effectuer les paiements, il pourra toujours se permettre de financer ces programmes. L'important est la capacité de notre économie, sur le long terme, à produire les biens et services réels dont leurs bénéficiaires auront besoin.

Qui appelle-t-on « ayant droit » ?

La grande erreur de la Social Security

D'autres programmes sociaux sont aussi en danger

Comment il faut parler des droits aux prestations sociales

7. Les déficits qui comptent

Le déficit de bons emplois

Le déficit d'épargne

Le déficit de santé

Le déficit d'éducation

Le déficit d'infrastructures

Le déficit climatique

Le déficit de démocratie

8. Construire une économie pour le peuple

Le volet descriptif de la TMM

Le volet prescriptif de la TMM

Les dépenses obligatoires automatiques

Des garde-fous pour les ajustements budgétaires discrétionnaires

Pouvez-vous imaginer une économie du peuple ?

Remerciements

Notes

Merci de le faire connaître si vous trouvez comme moi que c'est un livre essentiel. Il me semble que tous les militants politiques se voient offrir avec ce livre une colonne vertébrale financière qui va leur permettre de répondre à cette objection tétanisante récurrente qui revient tout le temps. « *Mais Monsieur, vous êtes un démagogue, comment allez vous financer vos projets ?* ». On se fait clouer le bec systématiquement avec cette objection qui n'est pas raisonnable du tout. Elle n'est pas aussi raisonnable que ce qu'elle prétend être. Et le fait de creuser la question que **nous n'avons pas besoin de l'argent des riches pour financer nos activités et financer le bien commun**, le fait que nous ayons bien creusé cette idée, va nous rendre plus forts, rendre nos bagarres politiques plus fortes.

Et donc, il me semble que ça justifie que vous en parliez autour de vous, que vous fassiez connaître cette lecture peut-être, et puis surtout que vous le lisiez. Vous ne le regretterez pas, ce sera un de vos livres les plus importants.

C'est la première fois que je m'enregistre pour vous proposer un fragment de livre audio, alors n'hésitez pas à me donner vos retours, vos suggestions, vos conseils, pour améliorer les suivants.

Pour un son de meilleure qualité à l'avenir, il m'a été suggéré d'utiliser un enregistreur audio portable Tascam DR. Un grand merci [aux donateurs](#) qui me permettent d'investir dans ce matériel.

Amitiés à tous.

Étienne.

[Jeudi 15 juin 2023, sur la radio Ligne droite, je parle de DÉMOCRATIE et de](#)

Juin 14, 2023

Rediffusion :

Demain matin, jeudi 15 juin 2023, 8h30, je parlerai à la radio de démocratie et de monnaie.

Ce sera avec Didier Maïsto, et je suis heureux de ça.

https://twitter.com/Ligne_Droite/status/1668982735828836356?s=20

Extraits :

Étienne.

DEBRIEFING France Soir - Retraites, monnaie, finance, indépendance des pouvoirs et de la presse

Juin 11, 2023

Merci à l'équipe France Soir et à Xavier Azalbert pour cette nouvelle invitation :

[« Une bonne constitution devrait empêcher l'accaparement des médias par les plus riches »](#)

DEBRIEFING - Retraites, monnaie, finance, indépendance des pouvoirs et de la presse : Étienne Chouard revient dans cet entretien sur les sujets et les enjeux profonds qui agitent la France.

La question de la liberté d'expression est abordée : comment lui permettre de survivre ? Les médias, hélas, ne semblent plus garantir son exercice : "au lieu de médiatiser, ils censurent et ne font passer que la propagande du pouvoir", selon le professeur d'économie et de droit à la retraite.

Chouard évoque par ailleurs la charte de Munich et le devenir du métier de journaliste. Peut-on imaginer la mise au point d'une "protection constitutionnelle" pour ce dernier, "d'origine citoyenne" ?

L'objectif serait de permettre aux journalistes d'exercer leurs enquêtes et autres fonctions en toute sérénité et de se tenir à l'écart de l'influence ou de la domination des intérêts financiers et politiques.

"Maximiser la vertu et minimiser le vice", qui "existent en tout individu", est toujours possible, selon Chouard. Est-ce là un espoir réduit à peau de chagrin de nos jours, en ce qui concerne les dérives inquiétantes de la sphère médiatique (invisibilisation de certaines thématiques, censures...) ?

Afin de garder l'espoir d'une évolution favorable à l'avenir, l'auteur de [« Écrire nous-mêmes la constitution »](#) (aux éditions Talma) cite Étienne de la Boétie : "Soyez donc résolu à ne plus servir et vous serez libre."

Ce nouveau débriefing avec Étienne Chouard ouvre une série de plusieurs entretiens à venir en sa compagnie.

[Voir les temps forts de l'entretien \(6 minutes\)](#)

Dr Martin au Parlement européen - 20 minutes essentielles : le Covid et sa longue préparation criminelle

Mai 31, 2023

Notre espèce humaine a vraiment un sacré problème avec le contrôle des pouvoirs, partout sur terre. Ici, c'est la succession d'in vraisemblables abus de pouvoir scientifiques, depuis 1965 jusqu'au « covid-19 », qui laisse pantois.

Nous avons besoin de bonnes institutions pour que tous ces décideurs « au nom de la science » aient peur de quelque chose et ne puissent jamais devenir comme ici des criminels planétaires à l'abri de toute sanction.

Si vous avez des idées d'articles universels pour rendre durablement impossibles de telles tragédies, je suis preneur.

Bon visionnage et bon revisionnage ☐

Étienne.

PS : merci à [Excalibur traduction](#) pour son travail d'intérêt général.

Fil Telegram à suivre : <https://t.me/ExcaliburTraduction/196>

On avait découvert [ce spécialiste des brevets \(David E Martin\)](#) — et [son entreprise M Cam](#) — **en 2021, dans cette première vidéo (avec Reiner Fuellmich) qui avait beaucoup tourné :**

Et j'ai aussi trouvé [ici](#) un **long récapitulatif de la carrière de David E Martin et de sa première vidéo :**

Dr David Martin et son travail :

- Président de M-CAM International Risk Management
- Le plus grand souscripteur mondial d'actifs incorporels utilisés en finance dans 168 pays
- Leurs systèmes de souscription comprennent l'ensemble du corpus de tous les brevets, demandes de brevets, subventions fédérales, dossiers d'approvisionnement, dossiers d'administration en ligne
- Ils suivent ce qui se passe, qui est impliqué dans ce qui se passe et surveillent les intérêts thématiques des clients et leur propre utilisation commerciale
- Ils maintiennent trois indices d'actions mondiales qui sont les indices d'actions à grande et moyenne capitalisation les plus performants au monde
- Leur métier est de surveiller l'innovation dans le monde, notamment son importance économique

Sur le coronavirus du SRAS :

- Ils ont examiné plus de 4 000 brevets délivrés autour du coronavirus du SRAS
- Fait un examen complet du financement des manipulations de coronavirus qui ont donné lieu au SRAS
- Ils ont pris la séquence de gènes signalée qui aurait été isolée en tant que nouveau coronavirus,

comme indiqué par le Comité international sur la taxonomie des virus de l'OMS, et les a examinés par rapport aux dossiers de brevets disponibles au printemps 2020.

- Ils ont trouvé plus de 120 éléments de preuve brevetés suggérant que la déclaration d'un nouveau coronavirus est entièrement fautive. Il n'y avait pas de nouveau coronavirus, il existe d'innombrables modifications très subtiles des séquences de coronavirus qui ont été téléchargées. Mais il n'y avait pas un seul nouveau coronavirus identifié
- Ils ont trouvé des enregistrements de brevets de séquences attribuées à la nouveauté allant à des brevets qui ont été demandés dès 1999

Premières recherches :

- Jusqu'en 1999, l'activité brevet autour du coronavirus était uniquement appliquée aux sciences vétérinaires
- Le premier vaccin jamais breveté contre le coronavirus a été recherché par Pfizer et comprenait spécifiquement la protéine de pointe « S » - la même chose que nous nous sommes prétendument précipités dans l'invention. La première demande a été déposée le 28 janvier 2000
- L'idée que nous sommes mystérieusement tombés sur la manière d'intervenir sur les vaccins n'est pas seulement ridicule, elle est incroyable. Timothy Miller, Sharon Klepfer, Albert Paul Reed et Elaine Jones, le 28 janvier 2000, ont déposé ce qui a finalement été délivré sous le nom de brevet américain 6372224, qui était le vaccin contre le virus de la protéine de pointe pour le coronavirus canin.
- Les premiers travaux jusqu'en 1999 étaient largement axés sur les vaccins pour animaux. Les deux qui ont reçu le plus d'attention étaient probablement les travaux de Ralph Baric sur les lapins et la cardiomyopathie du lapin qui était associée à des problèmes importants chez les éleveurs de lapins ; et le coronavirus canin dans les travaux de Pfizer pour développer des candidats cibles de vaccins « S » et à protéines de pointe
- Des preuves évidentes indiquent que ni le concept de coronavirus du vaccin, ni le principe du coronavirus lui-même en tant qu'agent pathogène d'intérêt en ce qui concerne le comportement de la protéine de pointe, n'ont rien de nouveau du tout, en fait, il a 22 ans sur la base des dépôts de brevets
- Anthony Fauci et le NIAID ont découvert que la malléabilité du coronavirus était un candidat potentiel pour les vaccins contre le VIH
- Le SRAS n'est pas une progression naturelle d'une modification zoonétique du coronavirus. En 1999, Anthony Fauci a financé des recherches à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill. À partir de la demande de brevet déposée le 19 avril 2002, le NIAID a construit un coronavirus infectieux à réplique défectueuse ciblé sur l'épithélium pulmonaire humain. En d'autres termes, nous avons créé le SRAS et nous l'avons breveté avant qu'il n'y ait jamais eu une prétendue épidémie en Asie, qui a suivi cela de plusieurs mois. Ce brevet américain 7279327 énonce clairement dans le séquençage très spécifique des gènes que nous connaissions le récepteur ACE, le domaine de liaison ACE-2, la protéine de pointe S1 et d'autres éléments de Covid-19
- Cela a été conçu et pourrait être synthétiquement modifié dans un laboratoire en utilisant des technologies de séquençage de gènes, en prenant un code informatique et en le transformant en un agent pathogène, ou un intermédiaire de l'agent pathogène
- Au début, cette technologie était financée exclusivement comme un moyen par lequel nous pouvions exploiter le coronavirus comme vecteur pour distribuer le vaccin contre le VIH

Épidémie de SRAS 2002 - 2003 :

- L'organisation de Martin a été invitée à surveiller les violations du traité sur les armes biologiques et chimiques au début des années 2000
- Événements liés à l'anthrax en septembre 2001 - L'organisation de Martin faisait partie d'une enquête qui a donné lieu à une enquête du Congrès sur les origines de l'anthrax et le comportement inhabituel autour du médicament ciprofloxacine de Bayer, qui était utilisé comme traitement potentiel de l'empoisonnement à l'anthrax. Tout au long de l'automne 2001, ils ont commencé à surveiller un nombre énorme d'agents pathogènes bactériens et viraux qui étaient brevetés par le NIH, le NIAID, l'USAMRIID et d'autres agences internationales. Leur préoccupation était que le coronavirus était

considéré non seulement comme un agent manipulable potentiel à utiliser comme vecteur de vaccin, mais aussi comme un candidat d'arme biologique.

- Le premier rapport public de M-CAM à ce sujet a eu lieu avant l'épidémie de SRAS à la fin de 2001
- Déçu d'être assis ici 20 ans plus tard, après avoir souligné 20 ans plus tôt qu'il y avait un problème qui se profilait à l'horizon en ce qui concerne le coronavirus
- L'épidémie de SRAS est « présumée » : le coronavirus n'est pas nouveau dans la condition humaine ni dans les 2 dernières décennies
- L'épidémie présumée de SRAS qui a eu lieu en Chine en 2002-2003 a donné lieu à un dépôt problématique en avril 2003 par le CDC américain
- Ils ont déposé un brevet sur l'intégralité de la séquence génétique de ce qui est devenu le coronavirus du SRAS, une violation de la section 101 de l'article 35 USC - vous ne pouvez pas breveter une substance naturelle
- Il s'agissait du brevet 7220852, avec des brevets dérivés dont 46592703p, 7776521
- Ces brevets couvraient également les moyens de détection du coronavirus par RT-PCR
- Ceci est problématique car si vous possédez à la fois le brevet sur le gène lui-même, et sur sa détection, vous avez un avantage astucieux pour pouvoir contrôler à 100% la provenance non seulement du virus lui-même et de sa détection. Vous avez un contrôle scientifique et des messages complet
- Ce brevet recherché par le CDC aurait été justifié par leur équipe de relations publiques comme étant recherché pour que chacun soit libre de rechercher le coronavirus. C'est un mensonge car l'office des brevets a rejeté à deux reprises le brevet sur la séquence du gène comme non brevetable - l'office des brevets a trouvé 99,9% d'identité avec le coronavirus déjà existant dans le domaine public. Suite au rejet de l'examineur des brevets, et après avoir dû payer une amende d'appel en 2006 et 2007, le CDC a annulé le rejet de l'office des brevets et a finalement obtenu en 2007 le brevet sur le coronavirus du SRAS
- Chaque déclaration que le CDC a faite selon laquelle cela était dans l'intérêt public est falsifiable par leur propre pot-de-vin versé à l'office des brevets. Ils ont payé des frais supplémentaires pour garder leur application privée
- Tout cela est disponible dans les archives publiques des brevets que tout membre du public peut consulter

Vérificateurs de faits :

- Les vérificateurs des faits ont déclaré à plusieurs reprises que le nouveau coronavirus SARS-CoV-2 est distinct du brevet CDC
- La séquence du gène déposée par le CDC en 2003, 2005 et 2006, a une identité dans 89 à 99 % de la séquence chevauchant le SARS-CoV-2
- La désignation principale du coronavirus du SRAS et la sous-clade SARS-CoV-2 doivent se chevaucher d'un point de vue taxonomique

Motifs pour RICO :

- Le 28 avril 2003, Sequoia Pharmaceuticals dans le Maryland a déposé le brevet américain 7151163 sur des agents antiviraux de traitement et de contrôle des infections par le coronavirus. C'était 3 jours après que le CDC a déposé le brevet sur le coronavirus du SRAS
- Sequoia Pharmaceuticals et finalement Ablynx Pharmaceuticals sont devenus des participations exclusives de Pfizer, Crucell et Johnson & Johnson
- Comment aurait-on un brevet sur un traitement pour une chose qui a été inventée 3 jours plus tôt ?
- Le brevet Sequoia sur le traitement des coronavirus a été délivré et publié avant que le brevet CDC sur le coronavirus ne soit autorisé. La seule façon dont Sequoia pouvait connaître les informations contenues dans le brevet CDC est par des moyens d'initiés, car CDC avait payé pour le garder secret. C'est la définition de l'association de malfaiteurs, du racket et de la collusion. Ce n'est pas une théorie, c'est une preuve. Ceci est un cas RICO
- Le schéma RICO établi en avril 2003 pour le premier coronavirus s'est déroulé selon le même calendrier avec le SARS-CoV-2. Moderna a obtenu la séquence de la protéine de pointe par téléphone

auprès du centre de recherche sur les vaccins du NIAID avant la définition de la nouvelle sous-clade. Comment traitez-vous une chose avant de l'avoir réellement ?

73 brevets couvrant tous les nouveaux aspects du SRAS-CoV-2 ultérieur :

- Le 5 juin 2008 - à peu près au moment où la DARPA s'intéressait activement au coronavirus en tant qu'arme biologique - Ablynx, qui fait maintenant partie de Sanofi, a déposé une série de brevets ciblant ce qu'on nous a dit être de nouvelles caractéristiques du SARS-CoV -2. Ils ont ciblé le site de clivage polybasique du SRAS-CoV, la nouvelle protéine de pointe et le domaine de liaison au récepteur ACE-2. Ceux-ci sont prétendument nouveaux pour le SRAS-CoV-2, et tous ont été brevetés le 5 juin 2008. Les brevets ont été délivrés entre le 24 novembre 2015 (brevet américain 9193780 ; il est sorti après le moratoire sur la recherche sur le gain de fonction , après l'épidémie de MERS au Moyen-Orient), suivie en 2016, 2017, 2019 par une série de brevets couvrant non seulement des brins d'ARN mais aussi des sous-composants de brins de gènes, tous délivrés à Ablynx et Sanofi.
- Crucell, Rubius Therapeutics, Children's Medical Corporation et de nombreux autres, dont Ludwig Maximilian's Universität à Munich, Protein Science Corporation, Dana Farber Cancer Institute, University of Iowa, University of Hong Kong, Chinese National Human Genome Center à Shanghai, tous identifiés dans les dépôts de brevet allant de 2008 à 2017, chaque attribut qui aurait été publié de manière unique par la publication de référence unique « The Novel Bat Coronavirus », l'article qui a été régulièrement utilisé pour identifier le nouveau virus.
- Si vous considérez réellement ce qu'ils rapportent comme étant nouveau, vous trouvez 73 brevets délivrés entre 2008 et 2019 qui contiennent les éléments prétendument nouveaux dans le SRAS-CoV-2. Plus précisément, le site de clivage polybasique, le domaine de liaison au récepteur ACE-2 et la protéine de pointe.
- Il n'y a pas eu d'épidémie de SRAS parce que nous en avons conçu tous les éléments. En 2016, un article de Ralph Baric a été financé pendant le moratoire sur le gain de fonction, affirmant que le coronavirus du SRAS était sur le point d'émerger chez l'homme. À cette époque, non seulement il était prêt pour l'émergence humaine, mais il a été breveté pour une exploitation commerciale 73 fois.
- Fuellmich : Ralph Baric a donné un clip vidéo dans lequel il a dit au public qu'on pouvait gagner beaucoup d'argent avec ça. Martin : Oui, nous le pouvons, et il a gagné beaucoup d'argent en faisant cela.
- La citation préférée de Martin sur la pandémie de Covid-19 - déclaration faite en 2015 par Peter Daszak ; d'EcoHealth Alliance, qui a relayé le financement du NIAID au laboratoire de Wuhan, plus tard le seul Américain envoyé avec l'OMS pour enquêter sur le même laboratoire ; déclaration rapportée dans une publication de la National Academies Press le 12 février 2016 : « *Nous devons accroître la compréhension du public sur la nécessité de contre-mesures médicales telles qu'un vaccin pan-coronavirus. Un moteur clé est les médias et l'économie suivra le battage médiatique. Nous avons besoin utiliser ce battage médiatique à notre avantage pour aborder les vrais problèmes. Les investisseurs réagiront s'ils voient un profit à la fin du processus.* »
- Peter Daszak, la personne qui corroborait de manière indépendante la non-théorie chinoise de non-fuite de laboratoire parce qu'il n'y avait pas de fuite de laboratoire, il s'agissait d'une militarisation intentionnelle de protéines de pointe à injecter aux gens pour les rendre accro à un pan- vaccin contre le corona virus. Cela n'a rien à voir avec un agent pathogène qui a été libéré et chaque étude lancée pour essayer de vérifier une fuite de laboratoire est un faux-fuyant
- Il n'y a rien de nouveau ; zéro. 73 brevets sur tout ce qui est cliniquement nouveau, tous délivrés avant 2019
- Le brevet 7279327 sur la nature recombinante du coronavirus ciblant les poumons a été transféré de l'UNC Chapel Hill au NIH en 2018. En vertu de la loi Bayh-Dole, le gouvernement américain a déjà un droit d'entrée : si le gouvernement américain a payé pour la recherche, ils sont en droit d'en bénéficier. Alors pourquoi, en 2017 et 2018, le NIH a-t-il dû s'approprié le brevet sur lequel il avait déjà des droits, détenu par l'UNC Chapel Hill ? Pourquoi déposer un certificat de correction pour s'assurer qu'il était juridiquement exécutoire, corrigeant une erreur typographique ? Sur le brevet unique requis pour développer le mandat du NIH partagé entre l'UNC Chapel Hill et Moderna en novembre 2019, lorsque l'UNC Chapel Hill, le NIAID et Moderna ont commencé le séquençage d'un vaccin à pro-

téine de pointe - un mois avant qu'une épidémie ne se produise ?

- Nous connaissons 117 brevets avec le mécanisme de ciblage des récepteurs ACE-2 pour le coronavirus du SRAS. C'est dans des publications remontant à 2008, dans des conférences sur la militarisation qui ont eu lieu en Slovénie, dans toute l'Europe et dans l'infrastructure de la DARPA. On le sait depuis 2013, son isolement et son amplification.

Nouvelle normalité :

- Le scénario a été écrit pour la première fois le 6 janvier 2004 par Merck, lors d'une conférence intitulée « SRAS et bioterrorisme »
- Merck a introduit la notion de ce qu'ils ont appelé « la nouvelle normalité », qui est devenue une campagne de marque adoptée par l'OMS, le Conseil mondial de surveillance de la préparation, qui était le conseil d'administration au sein duquel le directeur chinois de (leur ?) Centre de contrôle des maladies, le Dr Elias de la Fondation Gates et Anthony Fauci se sont assis ensemble. La première introduction de la campagne « nouvelle normalité », qui visait à amener les gens à accepter un vaccin universel pan-grippe, pan-coronavirus, a été adoptée le 6 janvier 2004.

Événements antérieurs au Covid-19 :

- Moderna savait qu'elle allait être placée en tête de file en ce qui concerne le développement d'un vaccin en mars 2019. À ce moment-là, pour des raisons qui ne sont pas transparentes, ils ont modifié une série de dépôts de brevets rejetés pour faire spécifiquement référence à une libération volontaire ou accidentelle de coronavirus. Ils ont modifié 4 demandes de brevet échouées pour commencer le processus de développement d'un vaccin contre le coronavirus. Ils ont commencé à faire face à un problème qu'ils avaient, à savoir qu'ils s'appuyaient sur une technologie qu'ils ne possédaient pas. Deux sociétés canadiennes, Arbutus et Acuitas, détiennent en fait le brevet sur l'enveloppe de nanoparticules lipidiques nécessaire pour administrer l'injection du fragment d'ARNm. Ces brevets ont été délivrés au Canada, aux États-Unis et partout dans le monde. Moderna savait qu'elle ne détenait pas les droits et a commencé à négocier avec Arbutus et Acuitas pour obtenir une résolution de la technologie LNP disponible à mettre dans un vaccin. En novembre, ils ont conclu un accord coopératif de R&D avec l'UNC Chapel Hill concernant l'introduction de la protéine de pointe à l'intérieur du LNP, de sorte qu'ils avaient en fait un vaccin candidat avant qu'un agent pathogène ne se promène.
- Leur procédure régulière est similaire à celle d'autres sociétés pharmaceutiques où elles conservent les demandes et modifient continuellement les demandes pour profiter des premières dates de priorité disponibles.
- De 2016 à 2019, à chacune des réunions du conseil consultatif du NIAID, Anthony Fauci a déploré qu'il ne pouvait pas trouver un moyen de faire accepter le vaccin universel contre la grippe, qui était sa cible préférée pour amener la population à s'engager dans ce processus.
- En mars 2019, dans les dépôts de brevet modifiés de Moderna, nous voyons qu'il y a une épiphanie qui dit « Et s'il y avait une libération accidentelle ou intentionnelle d'un pathogène respiratoire ? » La phrase est exactement récitée dans le livre *A World at Risk*, qui est le scénario élaboré par l'OMS en septembre 2019 - des mois avant qu'il y ait un pathogène présumé - qui dit « Nous avons besoin d'une expérience mondiale coordonnée d'une libération d'agent pathogène respiratoire, qui d'ici septembre 2020 doit mettre en place une capacité universelle de gestion des relations publiques, de contrôle des foules et d'acceptation d'un mandat universel pour les vaccins. » Le langage d'une libération intentionnelle d'un agent pathogène respiratoire a été écrit dans le scénario qui « doit être achevé d'ici septembre 2020 ».
- Ceci est la déclaration unifiée du Global Preparedness Monitoring Board. Il y a un certain nombre de personnes qui s'en sont attribué le mérite, puis se sont retirées du mérite.

Pas un vaccin :

- Toute affirmation selon laquelle ce pathogène est d'une manière ou d'une autre unique ou nouveau s'effondre sur les séquences de gènes réelles qui sont publiées dans le dossier de brevet. Plus fla-

grant, nous avons Peter Daszak lui-même déclarant que nous devons créer un battage médiatique public pour amener le public à accepter la contre-mesure médicale d'un vaccin pan-coronavirus. Ce qui rend cela le plus ridicule, c'est que l'OMS a déclaré que le coronavirus était un intérêt mort – que nous avons éradiqué le coronavirus en tant que préoccupation. Alors pourquoi, après l'avoir éradiqué en 2007 et 2008, avons-nous commencé à dépenser des milliards de dollars dans le monde pour un vaccin contre une chose qui avait été éradiquée par déclaration en 2008 ?

- Cela a été considéré comme une arme biologique très malléable. En 2005, c'était incontestablement une arme de choix. L'illusion dans laquelle nous continuons de voir des personnes bien intentionnées se faire piéger, ce sont des conversations sur la question de savoir si nous avons un vaccin contre un virus. N'étaient pas. Nous injectons une séquence d'ARNm de protéine de pointe qui est le résultat d'une simulation informatique, non dérivée de la nature, d'une séquence connue et brevetée depuis des années.
- La nature ridicule de l'histoire selon laquelle c'est en quelque sorte prophylactique ou préventif va à l'encontre de 100% des preuves. Les preuves montrent à 100 % qu'aucune entreprise pharmaceutique n'a fait d'efforts pour combattre le virus. Il s'agit d'injecter aux gens la protéine de pointe S1 connue pour être nocive.
- L'histoire de couverture est que si vous obtenez une expression de protéine de pointe, vous allez avoir un soulagement symptomatique général. Mais il n'y a jamais eu d'intention de vacciner une population telle que définie par l'univers de la vaccination. Lorsqu'Anthony Fauci a désespérément tenté de faire publier certains de ses vaccins à « ARN synthétique », ses propres brevets ont été rejetés par l'Office des brevets. Citation de l'Office des brevets : *« Ces arguments sont convaincants dans la mesure où un peptide antigénique stimule une réponse immunitaire qui peut produire des anticorps qui se lient à un peptide ou à une protéine spécifique, mais ils ne sont pas convaincants en ce qui concerne un vaccin. La réponse immunitaire produite par un vaccin doit être plus qu'une simple réponse immunitaire, mais doit également être protecteur. Comme indiqué dans l'action du bureau précédente, l'art reconnaît le terme « vaccin » comme un composé qui prévient l'infection. Le demandeur n'a pas démontré que le vaccin instantanément revendiqué répond même aux normes les plus basses énoncées dans la spécification, sans parler de la définition technique standard pour être opérationnelle en ce qui concerne. Par conséquent, les revendications 5, 7 et 9 ne sont pas opérationnelles car le vaccin anti-VIH [sur lequel il travaillait] n'est pas une utilité brevetable.*
- Anthony Fauci lui-même s'est fait dire par l'Office des brevets lui-même que ce qu'il proposait comme vaccin ne répondait pas à la norme brevetable, à la norme juridique ou à la norme clinique.
- Le Dr Martin a soulevé ces questions à partir de 2002, après la peur de l'anthrax, et la tragédie est que nous sommes maintenant assis dans un monde où nous avons des centaines de millions de personnes à qui on injecte une séquence informatique stimulant les agents pathogènes, qui est vendu sous ce que l'Office des brevets, la profession médicale et la FDA dans ses propres normes cliniques ne suggéreraient pas comme un vaccin. Mais en utilisant ce terme, nous soumettons maintenant des centaines de millions de personnes à ce qui était connu pour être en 2005 une arme biologique

Problèmes de détection :

- Il n'existe pas de variante alpha, bêta, gamma ou delta. Ce qui est désespérément recherché, c'est un degré auquel les individus peuvent être contraints d'accepter quelque chose qu'ils n'accepteraient pas autrement. Il n'y a eu, dans aucune des études publiées sur ce qui aurait été la variante delta, une population R0 calculée, qui est le taux de répllication réel. Ce qui a été estimé, ce sont des simulations informatiques. Si vous regardez GISAID, la source publique de téléchargement de l'une des nombreuses variations, il n'y a eu aucune capacité à identifier une séquence de gènes cliniquement altérée qui a ensuite une variation exprimée cliniquement.
- Cela a été un problème tout au long de la prétendue pandémie : nous n'avons aucune preuve qu'une altération de la séquence génétique ait eu une quelconque signification clinique. Il n'y a pas eu un seul article publié par qui que ce soit qui ait établi que tout ce qui est nouveau depuis novembre 2019 se distingue cliniquement de tout ce qui est antérieur à novembre 2019.
- Le problème avec les 73 brevets décrits précédemment est qu'ils contiennent tous ce qui a été signalé

comme étant nouveau en décembre 2019 et janvier 2020. Même si nous devons accepter qu'il existe des pneumonies idiopathiques, qu'il existe un ensemble de symptômes induits par des agents pathogènes, nous ne pas un seul élément de preuve publié qui nous indique que tout ce qui concerne la sous-clade SARS-CoV-2 se distingue cliniquement de tout ce qui était connu et publié avant novembre 2019, dans 73 brevets datant de 2008.

- Il n'y a aucune preuve que la « variante Delta » soit en quelque sorte distincte de toute autre chose sur GISAID. Le fait que nous recherchions une chose ne veut pas dire qu'il y a une chose, parce que nous regardons des fragments de choses. Si nous choisissons n'importe quel fragment, je pourrais dire que je regarde ce sous-brin d'ADN ou d'ARN, ou même une protéine, et je pourrais parcourir le monde en disant « Oh mon Dieu ! Craignez la variante Oméga ! »
- La façon dont nous séquençons actuellement les génomes est un processus de composition, un entrelacement. Pour cette raison, nous n'avons aucun point de référence pour savoir si oui ou non la chose que nous recherchons est en fait distincte, même au sens clinique ou génomique.
- Si vous regardez les articles qui ont isolé la variante Delta et posez la question « La variante Delta est-elle autre chose que la sélection d'une séquence dans un changement systématique d'une autre séquence déjà divulguée ? » - la réponse est qu'il s'agit simplement d'une modification du moment où vous démarrez et arrêtez ce que vous appelez un cadre de lecture. Il n'y a rien de roman.
- Nous examinons en fait les séquences publiées et réalisons que selon l'endroit où vous coupez la chaîne de séquence, vous aurez la même chose ou une chose différente, basée sur rien de plus que sur l'endroit où vous décidez d'analyser le clip.
- Dans la demande de brevet [pour le brevet américain 7279327], lorsqu'ils parlent des brins d'ADN qu'ils appellent des numéros d'identification de séquence, ils disent spécifiquement que l'organisme est une séquence artificielle, ce qui signifie que ce n'est pas une séquence qui a une règle basée sur la nature, pas manifeste pour une protéine dérivée naturelle particulière ou une séquence d'ARNm qui a été isolée. Chacun d'eux est en fait une séquence synthétique artificielle. Si vous regardez chacune d'elles, les séquences sont contiguës dans de nombreux cas mais se chevauchent dans d'autres, où il s'agit simplement d'une détermination capricieuse qui dit que quelque chose fait ou ne fait pas partie d'un cadre de lecture ouvert, ou fait partie d'une séquence oligonucléotidique particulière.
- C'est important parce que si nous allons examiner ce qui est injecté à des individus, nous avons besoin de la séquence exacte - pas d'une sorte de similaire à. Si vous regardez les environnements réglementaires de la FDA, de l'Europe et du reste du monde, pour des raisons qui ne peuvent être expliquées, la séquence exacte à l'intérieur des injections d'ARNm semble insaisissable. Même si on peut nous dire qu'il y a des essais cliniques et d'autres choses en cours, nous n'avons aucun moyen de vérifier qu'une séquence complète est, a été ou pourrait être fabriquée dans l'enveloppe LNP qui est injectée. Dès 2002, tout au long des dépôts de brevets en 2003 et des dépôts de militarisation qui ont commencé en 2008, des fragments sont identifiés, mais sans spécificité, nous n'avons donc pas d'extrémités terminales directes des fragments. Nous avons des fragments avec des vides hypothéqués, dans lesquels n'importe quoi pourrait être placé.
- L'une des raisons pour lesquelles les vérificateurs de faits ne vérifient pas réellement les faits en matière de brevets est que les séquences réelles ne sont pas représentées sous une forme numérique qui facilite cette comparaison. Le groupe de Martin a dû prendre des images du papier dactylographié soumis et les coder pour faire sa propre évaluation. Vous devez reconstruire manuellement les séquences de gènes et les comparer à ce qui est téléchargé. C'est là que vous découvrez que la question de la nouveauté était quelque chose qui n'a pas été abordé - c'était une illusion fabriquée.
- Si ce que nous recherchons est quelque chose que nous avons décidé qu'il vaut la peine de rechercher, alors nous le trouverons dans un tas d'endroits. Et si nous avons décidé que nous ne cherchons plus une chose, alors nous ne la trouvons pas, parce que nous ne la cherchons pas.
- Martin a examiné chacune des soumissions réglementaires à la FDA pour déterminer quel était l'étalon-or pour obtenir l'autorisation d'utilisation d'urgence, et quel fragment de SARS-CoV-2 était le fragment officiel qui était la norme comparative. Le problème est que vous ne pouvez pas obtenir une seule norme. Alors qu'est-ce que tu trouves réellement ? Si je cherche CCACGCTTTG, est-ce que j'ajoute le brin G suivant, ou est-ce que je vais - non non, le bit suivant est GTTTAGTTTCG ? Là où je choi-

sis de commencer et de m'arrêter, je peux dire « Je l'ai trouvé ! » ou « Je ne l'ai pas trouvé », et je n'ai pas trouvé de correspondance que j'ai projetée sur les données, car j'ai choisi de regarder les données d'une manière que je ne pouvais pas trouver de correspondance.

Tentatives précédentes :

- La grippe n'a pas quitté la population humaine. La grippe était un mandat de vaccin pan-grippal raté d'une décennie qui a été désespérément promu par les gouvernements du monde entier. Ils ont échoué et ils ont décidé que si la grippe ne tenait pas la promesse publique de faire en sorte que tout le monde reçoive une injection, changeons l'agent pathogène.
- Vous devez créer l'illusion de la demande, et il n'y a rien en ce moment qui crée mieux l'illusion de la demande que l'urgence d'un événement que vous avez fabriqué.
- Une partie de la raison pour laquelle il était si facile pour Martin de surveiller et de suivre cette campagne particulière de coercition et de terreur est qu'ils l'ont déjà fait auparavant. Lors de la résolution de l'épidémie d'anthrax, il y avait des centaines de milliers de militaires au Moyen-Orient, soi-disant même pour les événements du 11 septembre 2001, nous avions deux inspecteurs des postes enquêtant sur l'anthrax. La plus grande attaque aux armes biologiques sur le sol américain, et nous avions deux inspecteurs des postes. Vous ne pouvez pas vraiment croire que deux inspecteurs des postes sont les individus les plus puissants et les plus puissants de l'univers pour arrêter le crime. Je n'ai rien contre les inspecteurs des postes, mais je peux garantir que si j'enquêtai sur une attaque bioterroriste, je n'aurais pas que la Poste ait deux inspecteurs des postes comme équipe d'élite chargée de l'enquête. C'était malhonnête, et le Congrès le savait.
- Le groupe de Martin a publié une note d'information sur chaque violation des traités sur les armes biologiques et chimiques que les gens ont signés dans le monde. Il dit où, qui, qui finance. Donc pour eux, il n'était pas difficile de comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une crise de santé publique. Il s'agissait d'une campagne de marketing opportuniste visant à atteindre un objectif déclaré.
- L'explication la plus simple est suggérée par le rasoir d'Occam. Les auteurs eux-mêmes ont déclaré qu'ils devaient amener le public à accepter une contre-mesure contre le vaccin pan-coronavirus, et qu'ils avaient besoin des médias pour créer le battage médiatique, et les investisseurs suivraient là où ils voyaient un profit.

Source, en juillet 2021 : <https://blog.denisbider.com/2021/07/dr-david-martin-with-reiner-fuellmich.html>

Fil Facebook correspondant à ce billet :

Tweet et retweet correspondant à ce billet :

Dr Martin au Parlement européen - 20 minutes essentielles : le Covid et sa longue préparation criminelle <https://t.co/hUQKO2Q3se>

(Je relaie donc, à mon tour, cette conférence récente que j'ai trouvée importante et révoltante.)

— Étienne Chouard (@Etienne_Chouard) [May 31, 2023](#)

<https://twitter.com/LDeclencheur/status/1662784851215302660>

« Le déclin et la chute de l'empire Cochrane », un nouveau livre essentiel de Peter C Gøtzsche traduit en français par Ronald Mazzoleni

Mai 31, 2023

Chers amis,

Ronald Mazzoleni, ami belge, médecin et fidèle lecteur de ce blog depuis bien longtemps, a fait l'immense effort de traduire très soigneusement le dernier livre de Peter C Gøtzsche : « Le déclin et la chute de l'empire Cochrane ».

C'est formidable de rendre disponible aux francophones ce livre important (sur la corruption tragique d'une grande institution scientifique de référence), et je remercie Ronald du fond du coeur.

Nous avons contacté Peter, pour lui demander l'autorisation de publier, il est très heureux que son livre soit ainsi traduit en français, et il l'a publié [sur son propre site](#).

Le déclin et la chute de l'empire Cochrane

Peter C. Gøtzsche
Institute for Scientific Freedom

Livre important à télécharger gratuitement sur cette page : <https://scientificfreedom.dk/books/>

Vous pouvez aussi le feuilleter ici :

Je reproduis ci-dessous le plan et la présentation de l'ouvrage :

Plan du livre :

Présentation de l'ouvrage

Par le traducteur

Par l'auteur

1 Introduction

Cochrane expulse l'une de ses personnes les plus connues

2 Le déclin moral de Cochrane a commencé en 2011

3 Mark Wilson, le nouveau directeur général de Cochrane, s'est montré hostile et destructeur dès le premier jour

4 La destruction systématique des centres Cochrane par Wilson

2013 : Wilson tue le livre d'Alan Cassels sur le 20^e anniversaire Cochrane, qui contenait trop de Gøtzsche

2014 : Wilson ruine délibérément ma réputation

2015 : Mon article dans le Daily Mail sur les médicaments psychiatriques

2016 : Un usage approprié de la politique de représentant pendant que Wilson était en vacances

2017 : La TV irlandaise sur les vaccins contre le papillomavirus

2018 : L'en-tête était pour Wilson plus important que la cause de la mort de jeunes gens

2018 : Mon témoignage d'expert dans un procès néerlandais pour double homicide

5 Mon élection au conseil de direction en janvier 2017 et le micromanagement stupide de Wilson

De graves falsifications de procès-verbaux de réunions à Genève en 2017

6 Cochrane au service de l'industrie

7 L'empereur s'humilie devant son entourage

8 Wilson intensifie le conflit à l'extrême

9 Préparatifs pour le simulacre de procès

10 Ma réponse aux critiques dans mon rapport de 66 pages à l'avocat

2003 : Lettre du coprésident du comité de pilotage, Jim Neilson

2017 : Quand l'empereur s'est humilié devant son entourage

Burton a menti de manière flagrante dans son rapport à l'avocat sur les décisions prises à Genève en 2017

11 Réponse de Wilson à l'avocat

12 Le simulacre de procès

La politique de représentant : La main tendue de Wilson à l'industrie pharmaceutique

L'éloge de l'avocat à l'égard de ceux qui l'ont payé

Ma critique des drogues psychiatriques a été la principale raison de mon expulsion

2015 : Le débat sur Maudsley

Notre critique de l'étude Cochrane sur le vaccin contre le papillomavirus a contribué à mon expulsion

Burton a probablement orchestré des lettres de plainte dans l'affaire du vaccin contre le papillomavirus

Le pathétique théâtre amateur de Burton

Accusations de harcèlement sexuel, Me Too

Comment pouvons-nous le mettre dehors et quelles sont les conséquences ?

Le final

13 Mon expulsion et les réactions dans les médias

Les instructions de Burton à l'avocat étaient frauduleuses

Le charabia de Wilson à ma dernière réunion des directeurs de centre

Le discours de haine de Burton lors de l'assemblée générale annuelle

14 Les mois suivants

Déclarations mensongères du conseil d'administration et appels à une enquête indépendante

Les webinaires Cochrane ont menti sur les raisons de mon expulsion

L'analyse brillante de Hammerstein sur le simulacre de procès et Cochrane

Jos Verbeek, rédacteur du groupe Cochrane Work, crée un contre-mouvement

15 Mark Wilson, le directeur général de Cochrane, m'a fait mettre dehors de mon poste au Danemark

Lettres et articles de soutien pour empêcher mon licenciement

Le plan directeur va au-delà de Cochrane

16 Qui était Mark Wilson et a-t-il été placé dans le but de détruire Cochrane ?

17 Qui était la personne que Cochrane a expulsée ?

La vie après Cochrane

Vidéos de conférences et d'interviews

Le recrutement non ploutocratique du personnel politique, qu'il s'agisse des chefs ou des partisans, est lié à cette condition évidente que l'entreprise politique devra leur procurer des revenus réguliers et assurés. Il n'existe donc jamais que deux possibilités. Ou bien l'on exerce « honorifiquement » l'activité politique, et dans ce cas elle ne peut être menée que par des personnes qui sont, comme on dit, « indépendantes », c'est-à-dire par des personnes qui jouissent d'une fortune personnelle, avant tout par des rentiers. Ou bien l'on ouvre les avenues du pouvoir à des personnes sans fortune et, dans ce cas, l'activité politique exige rémunération. L'homme politique professionnel qui vit « de » la politique peut n'être qu'un pur « prébendier » ou bien encore un « fonctionnaire » rémunéré. En d'autres termes il peut percevoir ses revenus, soit sous la forme d'honoraires ou d'émoluments pour des services déterminés - les pots-de-vin n'étant qu'une forme dénaturée, irrégulière et formellement illégale de cette sorte de revenus -, soit sous la forme d'une rémunération fixe en nature ou en espèces, soit sous les deux formes à la fois.

Max Weber, *Le savant et le politique*.

Le récit qui va suivre ne traite pas de la fondation Cochrane. Certes, la collaboration connue pour ses revues de l'information médicale est le cadre dans lequel se sont déroulés les événements rapportés. Mais les personnages, les conflits et les enjeux en question se retrouvent dans bien d'autres structures similaires. « Le déclin et la chute de l'empire Cochrane » nous offre à voir en détail le fonctionnement d'une telle organisation et le cours des événements, qui plus est par un témoin direct habitué à l'analyse des conflits d'intérêts.

Cochrane est une organisation à but non lucratif fondée sous la conduite de Iain Chalmers au Royaume-Uni en 1993. Elle a pour objet le recensement, la mise à jour et l'analyse des revues systématiques des études cliniques menées dans le domaine médical. Elle sélectionne les études sur base de leur qualité méthodologique et vise à minimiser les biais. Ces analyses sont présentées sous forme de « revues systématique » ou « méta-analyses » des données scientifiques sur le sujet. Même si son centre névralgique est en Grande-Bretagne, elle a été d'emblée une organisation internationale. Des chercheurs du monde entier y participent, avec des centres nationaux dans différents pays. Ces centres sont initialement assez indépendants les uns des autres, et mènent leur recherche propre. **Peter C Gøtzsche fait partie dès 1993 des cofondateurs. Cette même année, il met en place le Nordic Cochrane Centre à Copenhague. Très actif dans la publication d'analyses, il est particulièrement minutieux vis-à-vis de l'influence des intérêts commerciaux de l'industrie pharmaceutique sur les études publiées, y compris dans les méta-analyses critiques.**

La Collaboration Cochrane est coordonnée par un conseil d'administration (governing board) qui désigne un directeur général. En 2012, un nouveau directeur général est engagé : Mark Wilson. Celui-ci va rapidement changer les habitudes de fonctionnement de Cochrane. Alors que les centres régionaux étaient très autonomes, il va oeuvrer à réduire leur indépendance au profit de la direction générale. Il tente de renforcer son contrôle direct sur ceux-là, et son interventionnisme se heurte à plusieurs responsables de centres. Il cherche à développer une culture de la hiérarchie et à supprimer les fonctionnements démocratiques.

Il met l'accent sur l'image de la fondation. Imprégné de l'esprit du monde des affaires, pour lui les controverses nuisent à l'image des marques et il faut donc les étouffer. Une entreprise ne peut pas permettre l'expression de voix divergentes de la direction et doit être une structure autoritaire. Il voit la

recherche comme une activité industrielle qui nécessite un investissement pour aboutir à une marchandise manufacturée. Il renforce la bureaucratie et la procéduralisation, et accroît le nombre d'employés. Il fixe des objectifs chiffrés qui doivent être respectés par les centres. Tous ces changements vont entraîner des conflits à répétition avec Gøtzsche.

Ce dernier a en effet des opinions diamétralement opposées. La recherche de la vérité scientifique passe avant tout et ne peut se compromettre. Il est nécessaire que les débats d'opinions se mènent librement, sans se soucier des mécontentements personnels que cela peut induire, et sans se préoccuper d'éventuels intérêts économiques. Les centres doivent pouvoir mener leur activité de recherche et de publication de manière autonome. Il est aussi un farouche partisan de la suppression de tout conflit d'intérêt au sein de l'organisation. Il a publié de nombreux écrits critiques, notamment contre la prescription abusive des médicaments psychiatrique, et pour mettre en avant les effets secondaires du vaccin contre le papillomavirus. Cela entraîne des controverses, et des lettres de mécontentement - notamment de psychiatres - qui parviennent jusqu'à Wilson.

Wilson craint de froisser les donateurs et que le comportement de Gøtzsche, loin d'améliorer l'image de Cochrane, ne lui nuise. Il lui reproche ses prises de position publiques qui lui aliènent une partie du milieu médical et industriel, comme Gøtzsche le raconte dans les passages relatifs aux médicaments psychiatriques et au vaccin contre le papillomavirus. Wilson ne peut admettre qu'un discours dissident s'écarte de sa stratégie de relations publiques.

En 2017, pour mettre en œuvre sa vision de la fondation et se protéger des attaques de Wilson, Gøtzsche se fait élire au conseil d'administration. Mais en vain : en 2018, à l'occasion d'une plainte de Wilson relative à la manière dont Gøtzsche s'exprimait lors de ses interventions, il est l'objet d'une procédure de la part du conseil d'administration de Cochrane. Un audit est réalisé par un cabinet d'avocats à la demande de l'un des co-présidents, Martin Burton. C'est ce dernier qui mènera l'essentiel du « procès ». Gøtzsche consacre de nombreuses pages au déroulé des débats. Les multiples détails de ceux-ci et les manœuvres utilisées par ses adversaires ne sont pas d'importance fondamentale mais seront enrichissantes pour le lecteur qui serait amené un jour à se retrouver dans une semblable situation.

La réunion du conseil d'administration est pour Gøtzsche un simulacre de procès. Elle se base sur une enquête menée par un cabinet d'avocat extérieur pour afficher un semblant d'objectivité mais les échanges sont confus, les arguments ne sont pas étayés et il n'est pas tenu compte des éléments objectifs recueillis. Les règles statutaires sont floues, et sont interprétées de manière variable selon les membres concernés, lorsqu'elles sont appliquées. On comprend que beaucoup ne reprochent pas réellement à Gøtzsche une action spécifique qui serait contraire aux statuts mais essentiellement une attitude générale. Il semble qu'aucun membre n'ait réellement lu les documents qu'il apporte à sa défense. Il lui est reproché de manquer de solidarité à l'intérieur de la collaboration. En effet, pour certains, les divergences d'opinions scientifiques devraient être confinées à l'intérieur et ne pas être mises sur la place publique. L'expression de l'opinion de Cochrane doit paraître consensuelle. Gøtzsche a une attitude peu diplomate qu'il reconnaît volontiers, ce qui va lui aliéner plusieurs membres. Ses adversaires n'hésitent pas à utiliser ou contourner les règles selon leur intérêt, ce qui équivalait à de la diffamation. Des accusations mensongères sont portées par Wilson et Burton. On voit certains membres céder progressivement à l'accusation par facilité, par esprit de groupe, ou par crainte.

Après un long débat, la procédure aboutit finalement à l'exclusion de Gøtzsche de l'organisation. En réaction, quatre membres du conseil démissionnent, un grand nombre de critiques internes et externes à Cochrane se manifestent, et de nombreuses personnalités quittent la collaboration. Gøtzsche tente de faire valoir son bon droit devant l'Assemblée Générale mais rien n'y fait, la machinerie finira de l'éliminer. De nouvelles élections partielles auront bien lieu mais leur organisation et l'information sont contrôlées par la direction de Wilson. Pour parachever la débâcle, sur pression de la direction de Cochrane, l'hôpital public qui emploie Gøtzsche au Danemark le licencie.

Pour Gøtzsche, son exclusion est le fruit d'une campagne de manipulations et de mensonges de Wilson sur l'ensemble du conseil d'administration et de la fondation. L'orgueil et la personnalité de Wilson le poussaient à établir un contrôle total de la structure pour servir son ambition. Il lui a été possible d'asseoir ce contrôle parce qu'il pouvait faire pression, avec l'appui de Burton, sur le petit nombre de décideurs constituant le conseil d'administration. Gøtzsche, considérant que si Wilson pouvait maîtriser le conseil, il ne pourrait rien contre l'ensemble des collaborateurs de Cochrane, et que lui Gøtzsche pourrait faire contrepoids en alertant sur sa cause et en faisant appel à l'assemblée générale. Ce fut en vain. Mais ces explications individuelles ne sont pas pleinement satisfaisantes.

C'est le conseil d'administration qui initialement avait pour projet de renforcer la centralisation du pouvoir au sein de la Collaboration et de doper la récolte de fonds et a recruté et sélectionné Wilson pour ce faire. Toutes les décisions prises par le conseil d'administration le sont à la majorité. Lorsque Wilson voulait pousser à des décisions à l'encontre de Gøtzsche, il a trouvé une majorité de ses membres prêts à voter en ce sens. C'est l'ensemble du conseil qui mène le « procès », et la majorité exclut Gøtzsche. Wilson ne fait pas partie du conseil d'administration. Gøtzsche évoquant Burton et Wilson parle de fripouilles (scoundrel) individuelles, mais c'est tout le vice de l'organisation qui a mené à cette situation.

Il y a en fait un conflit de valeurs et de vision du monde qui divise les acteurs du drame.

Gøtzsche se voit au service d'une cause. Il veut combattre la corruption et que Cochrane influe sur la prise de décisions politiques. Wilson, lui, veut assurer les rentrées financières, offrir de Cochrane une image lisse et ne pas intervenir dans le débat politique. Burton veut assurer sa carrière.

De là vont découler des attitudes différentes : alors que Wilson et Burton mettent en avant le respect de l'autorité contre ce que Gøtzsche estime être l'esprit de Cochrane : la libre critique de tous.

Il est révélateur qu'au cours des débats, la coprésidente affirme que « l'ancien régime » est celui où tout le monde est libre d'exprimer ses opinions. Il y a au sein de Cochrane une culture du soutien mutuel entre ses membres. Ce qu'il est reproché à Gøtzsche, c'est d'agir de manière personnelle, de poursuivre ses objectifs indépendamment de ceux des autres, ne pas avoir le sens du compromis, ne pas être clanique (clubbish). Il n'hésite pas à critiquer d'autres membres et groupes de la Collaboration s'il estime que leurs travaux ont des failles scientifiques. On remarquera qu'à plusieurs reprises, Gøtzsche s'identifie à un résistant face au nazisme ou au stalinisme, ce qui ne peut qu'écartier toute solution de compromis.

Les problèmes structurels de la Collaboration Cochrane sont de deux ordres.

Premièrement, il n'y a pas de procédures bien définies, notamment pour éviter les abus de pouvoir. Les initiateurs de la Collaboration, tout à leur enthousiasme des débuts, n'avaient pas envisagé que des situations de tels abus se développent. On voit que les règles ne sont pas appliquées systématiquement, mais uniquement quand elles servent à la répression par le pouvoir. Il y a deux poids deux mesures, selon le bon vouloir des principaux dirigeants. Or, les règles ne sont rien sans la volonté des individus de les faire respecter.

Il n'y a notamment pas de procédure de destitution d'un conseil d'administration dysfonctionnel ou de moyen de le contrebalancer. L'assemblée générale est impuissante face au petit nombre des leaders bien décidé à faire prévaloir ses positions. Le conseil d'administration est certes élu, mais la direction a tout le contrôle sur le déroulé des élections : elle désigne son propre conseil d'administration, les centres étant dispersés, ils n'ont pas une vision d'ensemble de la situation et des rapports de force.

Secondement, il n'y a pas de modèle économique viable. Il est basé essentiellement sur le bénévolat. Gøtzsche part du principe que les collaborateurs se sont engagés au nom d'un idéal, et qu'il y aura toujours des bénévoles pour poursuivre le travail qu'il a fait. Pour Gøtzsche, si Cochrane ne peut survivre sans financement de l'industrie, elle doit mourir. Mais il est assez isolé sur cette position. Personne en effet parmi les collaborateurs n'a de ressources financières à consacrer à Cochrane, tout le monde est bénévole et vit de subventions faites pour d'autres buts. Lors de la procédure de recrutement qui a mené à l'entrée en fonction de Wilson, l'un des problèmes qui se posait et que les membres du conseil d'administration de l'époque voulaient améliorer était la récolte de fonds. Wilson avait mis en avant ses aptitudes dans ce domaine. Il considère qu'on ne peut pas compter entièrement sur le volontariat pour motiver les chercheurs, qu'il est nécessaire de gérer Cochrane comme une entreprise, avec des travailleurs qui fournissent un produit - l'analyse critique - en échange d'une rémunération. Dans cette vision, il est nécessaire d'avoir des ressources financières pérennes pour maintenir une activité au long cours. Celle-ci doivent venir soit d'acteurs publics soit d'acteurs privés. Wilson est à la recherche de sponsors. Il lui faut donc une fondation qui a une image attractive pour ceux-ci. Pour qu'une entreprise soit financée par des subsides, il faut soigner son image. Pour avoir une bonne image, il faut éviter les conflits, et donc il faut une gestion coordonnée et centralisée. Il tente d'améliorer les relations avec l'industrie pharmaceutique pour assurer ce financement. Or, l'industrie comme donateur a des buts opposés à ceux de Cochrane. Et les pouvoirs publics, eux, peuvent avoir des convergences avec la Collaboration, mais ont de multiples intérêts qui pourront être plus prioritaires.

Cochrane se trouve ainsi dans une situation où elle poursuit plusieurs buts. D'une part trouver un mode de financement régulier, et mettre en place une certaine manufacture de son « produit », les méta-ana-

lyses. Pour cela, il est nécessaire d'adopter un profil plus entrepreneurial, et abandonner le modèle d'organisation libre et décentralisée pour une organisation plus hiérarchisée, où la stratégie d'entreprise est décidée et clairement définie. Cet objectif de financement nécessite aussi de tenir compte des autres acteurs économiques et notamment les industries pharmaceutiques, qui ne subventionneraient pas une structure trop critique de leur activité. Des membres de Cochrane estiment que sans membres en conflit d'intérêts, il n'est pas possible de faire le travail d'analyse. D'autre part, en parallèle, Cochrane doit poursuivre le but pour lequel elle a été créée, c'est-à-dire rassembler les données scientifiques relatives à la prise en charge des maladies et en faire des synthèses critique. Cela nécessite de neutraliser les biais existants liés aux intérêts économiques, biais présents tant dans les études publiées que dans le chef des chercheurs de Cochrane amenés à examiner ces publications. Inéluctablement, à certains moments, ces deux buts viennent à s'opposer.

Ces questionnements sur le pouvoir et le financement n'ont émergé au sein de Cochrane qu'une fois la situation déjà verrouillée. Gøtzsche, lui, a fini par fonder un institut basé sur le financement participatif. Suite à la crise, d'autres membres développent une réflexion institutionnelle. Les 4 principes que Jos Verbeek propose résument les problèmes qu'il est nécessaire de résoudre :

- 1 Créer une culture de discussion ouverte
- 2 Se recentrer sur le coeur de Cochrane
- 3 Accroître la participation des membres de Cochrane
- 4 Trouver un meilleur modèle économique pour Cochrane.

Le problème de Cochrane était structurel. Gøtzsche aurait peut-être pu éviter l'exclusion par des solutions individuelles, en améliorant des relations interpersonnelles, ou en amenant plus d'acteurs-clés sur ses positions. Mais le conflit aurait resurgi ultérieurement.

Le problème de toute organisation qui veut agir dans la société peut donc se résumer de la manière suivante. Les incitants à l'action sont limités, d'autant si cette action implique de s'opposer à des puissances installées. Soit la motivation est intrinsèque : les acteurs s'investissent par passion, par sens de la mission. Peu leur importe la rémunération matérielle. Ils sont alors voués à mener un combat dans la frugalité, à moins qu'ils ne disposent d'une fortune personnelle préalable qui leur permet de mener leur combat à titre gracieux. Dans les deux cas, le nombre de personnes qui peuvent être ainsi recruté est limité, et l'organisation est condamnée à restreindre ses ambitions. Soit on fait appel à des intervenants dont la motivation est extrinsèque, c'est-à-dire qu'ils sont prêts à s'engager dans l'action, mais à condition de percevoir une rémunération. Ce recrutement permet à l'organisation d'élargir ses buts. Mais se pose alors la question du financement. Il est possible de choisir de rechercher un financement par des acteurs privés ou des acteurs publics. Mais dans les deux cas, l'organisation se met dans la main du mécène. Elle ne peut plus espérer avoir des buts propres mais doit en permanence faire des compromis entre ceux-ci et ceux de ses donateurs, buts qui ne se confondent jamais entièrement avec ceux de l'organisation.

Le moyen - le maintien de l'organisation - devient plus important que la fin - ce pour quoi l'organisation a été imaginée au départ. Deux préoccupations s'opposent alors : la solidarité au sein de l'organisation face à l'extérieur entre en conflit avec la nécessité de la libre critique interne. La direction centrale souhaite accroître son pouvoir décisionnaire et le justifie par un souci d'efficacité. Concomitamment, les salariés de l'organisation et tout ceux à qui elle permet de subsister souhaitent la stabilité et la pérennisation de la situation. Ils sont réticents à toute prise de risque et toute critique qui pourrait fragiliser l'organisation. Progressivement la centralisation du pouvoir s'accroît, et les ambitions s'éloignent de la mission initiale.

L'opinion générale est que les professionnels de la science agissent pour le bien public. À l'extérieur comme à l'intérieur du monde de la recherche médicale, la norme attendue est que les travaux publiés soient vrais et honnêtes. Mais on ne peut compter sur l'honnêteté que si les acteurs de la recherche ont une vocation désintéressée pour la vérité. Et celle-ci ne peut émerger que si le système promeut la liberté d'expression des critiques et l'égal accès à l'espace de discussion.

De la manière dont la recherche clinique est construite, les acteurs qui cherchent à faire prévaloir la vérité sont en situation défavorable face à d'autres enjeux concurrents tels que les questions de pouvoir où d'accès au financement. Les situations telles que celle de la fondation Cochrane ne peuvent que se

multiplier, et la confiance de l'opinion ne peut que s'éroder face à de tels organismes où la tromperie devient la norme. La recherche clinique rejoindra alors la longue liste des corporations dont le public n'attend rien de positif.

Dr Ronald Mazzoleni, traducteur, février 2023.

Présentation de l'ouvrage par l'auteur (Peter C Gøtzsche) :

Ceci est l'histoire de la corruption institutionnelle et de la transformation rapide d'une démocratie prospère en une tyrannie brutale. Cela explique pourquoi l'une des organisations les plus importantes de tous les temps dans le domaine de la santé, la Cochrane Collaboration, semble maintenant vouée à l'échec parce que la mauvaise personne a été embauchée comme directeur général en 2012. Il a systématiquement détruit Cochrane, en particulier les centres Cochrane très respectés, et un conseil d'administration faible l'a laissé faire. En avril 2021, il est soudainement parti sans message d'adieu, sept jours avant que le bailleur de fonds britannique n'annonce une importante coupe budgétaire. Beaucoup de choses qu'il faisait étaient très bizarres et difficiles à comprendre. Quelques journalistes se sont donc demandé : avait-il des amis puissants dans l'industrie de la drogue ? A-t-il été placé pour détruire Cochrane ?

La liberté scientifique est constamment attaquée, en particulier dans le domaine de la santé, qui est dominé par l'industrie pharmaceutique et d'autres groupes d'intérêts. Les personnes qui disent la vérité au Pouvoir peuvent être démis de leurs fonctions. Cela m'est arrivé. La principale raison pour laquelle Cochrane m'a expulsé était que j'avais démontré dans mes recherches que les médicaments psychiatriques font plus de mal que de bien (1), ce que le grand public dit également lorsqu'il est interrogé. Vous pouvez télécharger gratuitement mon « [Critical Psychiatry Textbook](#) ». L'autre raison était que j'avais publié ma critique de la prestigieuse revue Cochrane des essais de vaccins contre le papillomavirus dans une revue scientifique (2).

Je crois qu'il est important de faire un film documentaire à ce sujet. Je travaille en partenariat avec le réalisateur de documentaires primé Janus Bang, de Facts Film à Fredericia, au Danemark, qui a montré plusieurs de ses documentaires à la télévision danoise. Il a des prises de vue remontant à 2015. J'ai des copies des enregistrements secrets du simulacre de procès de Cochrane où je n'étais pas autorisé à être présent et à me défendre contre les nombreuses fausses allégations inventées contre moi lors du simulacre de procès après que le propre avocat de Cochrane m'ait disculpé. J'ai documenté tout cela en détail dans deux livres (3,4). J'ai donné une conférence en 2019 pour les médecins de CrossFit aux États-Unis à propos de mon expulsion.

Cette période sombre de la science médicale où une institution autrefois digne de confiance s'est acquittée de sa tâche d'une manière qui reflète le fonctionnement de l'industrie pharmaceutique doit être largement connue. Janus et moi pensons que le film suscitera beaucoup d'intérêt. Nous espérons que vous soutiendrez le film, afin qu'il puisse être réalisé. Les dons serviront à couvrir les frais de production. Vous pouvez faire un don via ce lien : <https://www.gofundme.com/f/film-about-the-lack-of-scientific-freedom>.

Peter C Gøtzsche.

[...] La suite est à lire [dans le livre...](#)

Tweet correspondant à ce billet :

« Le déclin et la chute de l'empire Cochrane », un nouveau livre essentiel de Peter C Gøtzsche traduit en français par Ronald Mazzoleni (fidèle lecteur du blog) <https://t.co/dFatpoJFKC>

— Étienne Chouard (@Etienne_Chouard) [May 31, 2023](#)

Fils Facebook correspondant à ce billet :

Post Telegram correspondant à ce billet :

<https://t.me/chouard/735>

Étienne Chouard : « Nous sommes dans une prison politique et tout le monde s'en fout ! » (entretien avec Nexus)

Mai 30, 2023

« Errements de la démocratie, crise des institutions, Constitution de 1958 « truquée », 3^e guerre mondiale. Dans un entretien de 80 minutes qu'il a accordé au magazine Nexus, Étienne Chouard parle sans masque. Cet ancien professeur de droit et d'économie s'est surtout fait connaître lors de la crise des gilets jaunes en 2018 avec une idée en tête : convaincre la population de la nécessité d'un RIC, un référendum d'initiative citoyenne. Étienne Chouard estime en effet que le pouvoir du peuple a été volé par les politiques en raison « d'absences » dans le texte de la Constitution de 1958. Une interview pour Nexus au micro d'Armel Joubert des Ouches. »

Rendez-vous ce soir, avec Nicolas Bouvier, pour l'anniversaire du NON de 2005 contre l'anticonstitution européenne

Mai 29, 2023

Étienne Chouard, 29 mai 2006, 1^{er} anniversaire du NON de 2005, sur Radio France Bleu Provence (20 min)

Mai 29, 2023

Samedi 3 juin 2023, Paris, 19 h. Atelier d'intelligence collective « Quelles actions pour une démocratie réelle ? »

Mai 24, 2023

SAMEDI 3 JUIN 2023 À 19H

14, RUE DE PATAY - 75013 PARIS

Atelier d'intelligence collective
Quelles actions pour une démocratie réelle ?

19h-20h00 Accueil et Buffet : apportez à boire, à manger

20h-20h30 Présentations rapides des collectifs présents

20h30-21h Collecte des idées proposées et priorisation

21h-22h30 Réflexions et rotations, tables thématiques

22h30-23h Synthèses et formation de groupes actions

DÈME DES ARÈNES

Utiliser des méthodes de décision collective
pour définir et lancer des actions concrètes



RIC = RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE



**FAITES LA
DÉMOCRATIE**

Contact : 07 49 28 49 04



... dont nos amis de SOLARIS

[Pouvoir, démocratie et liberté - TheSwissBox avec Etienne CHOUARD \(EN DIRECT\)](#)

Mai 19, 2023

Chers amis,

Je reviens de Suisse où j'ai rencontré Antoine qui tient la chaîne [TheSwissBox](#).

Voici l'enregistrement de notre conversation.

Bien à vous tous.

Étienne.

PS : si l'un d'entre vous veut bien, tout en découvrant la vidéo, noter les minutes où nous traitons d'un nouveau sujet important, ce sera très utile pour **chapitrer** l'entretien.

Exemple :

12:30 Définition de l'état de droit

Merci d'avance.

« Manger les riches » - Entretien Kall Reco avec Etienne Chouard

Mai 19, 2023

Bonjour à tous.

Un jeune homme est passé cet hiver à la maison pour un entretien un peu particulier : pas d'image, rien que du son, un beau son.

Cet entretien en podcast est original, je vous le recommande.

Pendant la dernière demi-heure, notamment, je décris les grandes lignes d'un monde rendu meilleur grâce à une constitution d'origine citoyenne.

Vous me direz ?

Étienne.

LIBÉREZ L'INFO #14 avec Étienne Chouard - 11 mai 2023 - Comment sortir de notre impuissance, politique et économique (et d'abord monétaire)

Mai 12, 2023

Les livres que j'ai évoqués :

- Petite histoire de l'expérimentation démocratique, Yves Sintomer
- **La société ingouvernable, Grégoire Chamayou**
- **Le mythe du déficit, Stéphanie Kelton**
- Anthony Fauci, Bill Gates, Big pharma, leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique, Robert F. Kennedy
- Vaccinations, les vérités indésirables, Michel Georget
- Les vaccins à l'ère de la Covid-19, Dr Michel de Lorgeril
- Covid-19, ce que révèlent les chiffres officiels, Pierre Chaillot
- Aux origines de la théorie du complot, Lance deHaven-Smith
- Écrits politiques, Léon Tolstoï
- L'esclavage moderne, Léon Tolstoï
- L'argent et le travail, Léon Tolstoï
- Le Climat par les chiffres, Christian Gerondeau

Quelques commentaires supplémentaires ont pu, quelques jours plus tard, être formulés sur un *Espace*

Merci à tous pour ce que vous faites pour qu'advienne un jour une vraie démocratie.

Étienne.

[Ils ne nous le donneront jamais : obtenons-en la preuve avec cette pétition officielle pour le RIC Constituant](#)

Mai 8, 2023

Chers amis,

Je vous invite à lire et à soutenir l'argumentaire de Raul Magni-Berton, du collectif Espoir RIC, qui nous suggère de signer [une pétition officielle pour le RIC constituant sur la plateforme de l'Assemblée nationale à ce lien](#).

Je suis convaincu que les élus ne nous donneront jamais le pouvoir constituant, à moins d'y être contraints.

Cette pétition officielle peut appliquer une pression supplémentaire, et surtout mettre en lumière leur répugnance à donner un vrai pouvoir de décision aux citoyens, comme cela a été le cas durant [la commission des lois du 05/04/2023](#).

Bonnes lectures... et faites passer ☐

Étienne.

Raul Magni-Berton du collectif ESPOIR RIC :

Le 17 novembre dernier nous avons soumis sur le site des pétitions de l'Assemblée nationale une proposition de lois pour introduire dans notre Constitution le référendum d'initiative citoyenne constituant. Grâce à un nombre de signatures non négligeable, la commission des lois a dû l'examiner. Après un débat que vous pouvez regarder ici, elle l'a classée. Qu'à cela ne tienne, une nouvelle pétition pour demander le RIC constituant est à nouveau déposée depuis le 1^{er} mai 2023 sur le site.

Nous avons pris soin de répondre à leurs objections et de concéder ce qui peut être concédé pour qu'ils ne puissent pas la classer en utilisant toujours les mêmes arguments. Ils en utiliseront certainement d'autres pour la classer à nouveau. Mais si vous nous aidez, à chaque fois, ils auront une nouvelle pétition sous le nez, tout le temps, une nouvelle pétition qui renaît sans cesse de ses cendres.

Pourquoi faut-il la signer ?

Le RIC constituant, qui donne à tous les citoyens le contrôle permanent sur leur Constitution, est une idée très populaire. Depuis 2019, les sondages nous disent régulièrement qu'il est soutenu par environ $\frac{3}{4}$ des répondants. Aussi, si on regarde quels types de profils le soutiennent le plus, on retrouve à l'œuvre la logique classique selon laquelle « **plus on a accès au pouvoir, moins on est enclin à le partager** ». En 2022, par exemple, 65% des cadres y sont favorables contre 79% des ouvriers. 57% parmi les répondants les plus riches, 77% parmi les plus pauvres. 65% parmi ceux qui ont BAC+5, 77% parmi ceux qui ont le BAC. Et surtout, 61% parmi ceux qui vivent dans l'agglomération parisienne contre 81% dans les communes rurales.

Ce soutien incroyable ne semble pas troubler plus que ça le sommeil de nos représentants. Issus du monde des cadres, des riches, des gens instruits et parisiens, la plupart d'entre eux est contre le RIC. Tant que les représentés ne s'expriment pas, leurs représentants peuvent vivre comme si cette revendication n'existait pas. **Pourtant, pour eux, le site des pétitions de l'Assemblée nationale est une lecture matinale.** À

côté des e-mails qu'ils reçoivent régulièrement, ils voient chaque jour comment la revendication croît, ils doivent chaque jour se frotter avec. Certains seront tentés de nous plaire, d'autres, plus sincères, se rappelleront de ce que signifie ne pas pouvoir contrôler son destin.

Bien sûr, ce n'est pas suffisant. Mais par cette pétition nous voulons dire que nous ne sommes pas résignés. Que nos droits sont nos droits, et nous n'oublierons pas de les demander. Quand la vie familiale, le boulot, les soucis, détourneront notre attention du RICC, notre signature, elle, restera.

Certains nous disent que cela ne servira à rien, qu'il faudra une révolution. Sans doute. Mais en attendant cette révolution, n'oublions pas de signer. Cela ne coûte pas grande chose, et nous informe combien de personnes seraient prêtes à la faire. Et puis, même dans une révolution, il faut des objectifs clairs. Il faut dès maintenant préparer les règles, les contrôles, les droits citoyens que toute révolution ou réforme devra garantir. Ce RIC constituant en fait partie puisque de simples électeurs, ils nous rendra citoyens.

Pour signer la pétition indépendante du gouvernement, nous comptez et rester en contact (si ce n'est pas déjà fait) :

<https://petition.ric-france.fr/assemblee-nationale>

Pour signer la pétition officielle :

<https://petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/i-1559>

Cette nouvelle pétition vise à répondre aux « arguments » de ces élus :

[« Entrées précédentes](#)

[Entrées suivantes »](#)